

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES :
Des membres du Comité scientifique
défendent les conditions fixées
par le Gouvernement



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3017 Jeudi 27 Mai 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.
Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

التجمع الوطني الديمقراطي
التجمع الوطني الديمقراطي
•ⵔⵓⵔⵓⵔ ⵢⵉⵔⵓⵔ ⵏⵉⵔⵓⵔⵓⵔ
RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

RND
أول . عمل . تضامن

www.rnd.dz

f RND.ALGERIE | RNDALGERIEPageYoutubeOfficelle | RNDCOMDZ

ANNABA / LÉGISLATIVES

BENTOUMI Yazid,
une grande figure
populaire, compétente
et expérimentée, au
service de l'Algérie
et d'Annaba



P.06



LÉGISLATIVES :

Appel à la préservation de
la stabilité du pays, dominante
du discours électoral

P.03

Algérie-it Alie : Entretien téléphonique entre Sabri Boukadoum et son homologue Luigi Di Maio

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a évoqué mardi dans un entretien téléphonique avec son homologue italien, Luigi Di Maio, plusieurs questions régionales d'intérêt commun dont la délimitation des frontières maritimes entre les deux pays. "J'ai évoqué, dans un entretien téléphonique avec mon homologue Luigi Di Maio, ministre italien des Affaires étrangères, nombre de questions



relatives au dialogue politique bilatéral, outre des questions régionales d'intérêt commun", a écrit le ministre dans un tweet. "L'entretien a porté également sur la délimitation des frontières maritimes entre les deux pays", a-t-il précisé.

L'Algérie élue à la présidence du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord au Parlement panafricain

Le Parlement algérien a été élu à la présidence du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord au Parlement panafricain (PAP), a indiqué mardi le Conseil de la nation dans un communiqué.

"Dans le cadre des travaux de la 4ème session ordinaire de la cinquième législature du PAP, le Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord s'est réuni mardi 25 mai 2021 pour discuter des candidatures présentées au nom du Groupe en vue d'occuper des postes au sein des instances et commissions du PAP", précise la même source. Il a été convenu de "proposer la candidature d'un membre du



Parlement mauritanien et d'un autre membre du Parlement libyen au poste de vice-président du PAP, en attendant la tenue du vote en plénière".

Lors de la première réunion du Groupe géopolitique de l'Afrique du Nord, sous la présidence de l'Algérie, l'ambassadeur adjoint de l'Etat de Palestine en Afrique

du Sud a été autorisé à "solliciter le soutien du Groupe pour permettre à la Palestine d'obtenir le statut d'observateur auprès du PAP".

"Les parlementaires africains ont fait part de leur soutien au droit inaliénable du peuple palestinien à l'instauration de son Etat avec Al-Qods pour capitale", a indiqué le communiqué.

A noter que le continent célèbre la Journée mondiale de l'Afrique, coïncidant avec la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 25 mai 1963, une occasion pour organiser des manifestations visant à consolider le rapprochement entre les peuples africains.

ChAnegrihA :

L'ANP poursuivra l'exécution de ses "nobles missions constitutionnelles"

L'Armée nationale populaire s'attèle à poursuivre l'exécution de ses "nobles missions constitutionnelles" à l'aune de la conjoncture que traverse la région, a affirmé le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'ANP, mettant l'accent sur "la sécurité de l'Algérie, la préservation de sa stabilité et la sauvegarde de son indépendance et de sa souveraineté nationale", indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans la poursuite de ses visites d'inspection aux différentes Régions militaires (RM), le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'ANP, a entamé ce mardi 25 mai 2021, une visite de travail et d'inspection en 3e RM en se rendant au Secteur opérationnel Sud de Tindouf où, après la cérémonie d'accueil, il a tenu, en compagnie du Général-Major Mostefa Smaali, Commandant de la 3e RM, une rencontre avec les Commandants et cadres des unités déployées dans ce Secteur opérationnel névralgique, et dispensé une série d'instructions qui portent, dans leur ensemble, sur "la nécessité de renforcer les facteurs de la disponibilité opérationnelle et de se tenir prêt à faire face aux différentes formes de menaces, quelles que soient leur nature ou leur



origine, outre de faire preuve des plus hauts degrés de vigilance et de précaution", précise la même source.

Le même jour, le Général de Corps d'Armée s'est déplacé au Secteur opérationnel centre où il a inauguré, à l'entame, une salle polyvalente avant de tenir une rencontre avec les cadres et personnels et adresser une allocution, suivie, par visioconférence, par les personnels de tous les Secteurs et des unités de la Région.

Dans ce cadre, il a mis en exergue "le souci du Haut commandement de l'ANP de poursuivre le parcours de renforcement des capacités des différentes composantes de l'Armée nationale populaire, afin de s'adapter aux défis de la phase actuelle, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité et de la stabilité".

"Nul n'ignore l'intérêt extrême que nous accordons en permanence à la poursuite du parcours de renforcement des capacités des différentes composantes de l'ANP afin de s'adapter aux défis de la phase actuelle, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité et de la stabilité, considérées comme des exigences pour l'aboutissement du processus d'édification de l'Algérie nouvelle promise par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", a affirmé le Général de Corps d'Armée.

"En outre, nous avons œuvré, sans cesse, à ancrer dans les esprits des militaires, l'éthique militaire, les valeurs de sacralisation du travail, d'intégrité, de dévouement et d'allégeance absolue envers la

patrie, en sus de la consolidation des liens de communication entre eux et leurs concitoyens, ce qui a permis de renforcer la confiance du peuple algérien en leurs Forces armées", a-t-il relevé, ajoutant: "nous demeurons convaincus que cette confiance est le garant de la cohésion et de la solidarité de l'Armée avec sa profondeur populaire".

"Mue par cette profondeur populaire, qui constitue une condition fondamentale pour relever les défis actuels, qui s'imposent dans tous les domaines, l'ANP s'attèle à poursuivre l'exécution de ses nobles missions constitutionnelles, son souci majeur, à l'aune de la conjoncture que traverse notre région, étant la sécurité de l'Algérie, terre et peuple, la préservation de sa stabilité et la sauvegarde de son indépendance et de sa souveraineté nationale", a-t-il encore affirmé.

Le Général de Corps d'Armée a souligné également "la nécessité de conférer davantage de complémentarité entre les missions de l'ANP, dont celles inhérentes à la poursuite des efforts de la lutte contre le terrorisme, et l'accélération de la dynamique de développement des différentes composantes de son corps de bataille".

Et d'ajouter: "telle est l'ultime finalité de l'ANP qui veille sans relâche, à conférer davantage

de complémentarité entre l'accomplissement de ses missions constitutionnelles, dont celles inhérentes à la poursuite des efforts laborieux visant à venir à bout du terrorisme résiduel et d'en extirper les racines de notre terre bénie, et l'accélération de la dynamique de développement des différentes composantes de son corps de bataille, au service des intérêts suprêmes de l'Algérie, et de sa sécurité et stabilité, dans le présent et le futur".

Pour le Général de Corps d'Armée, "sauvegarder la souveraineté de l'Algérie et l'intégrité de son territoire national impose, en effet, à l'ANP de continuer à construire sa force dissuasive, de manière à pouvoir faire face à toute forme d'hostilité et de trahison", soulignant que "cette force dissuasive que nous œuvrons à développer ensemble, par la poursuite de ce constant et ambitieux processus, dont la devise demeure la disponibilité opérationnelle permanente, l'objectif étant de faire face à toute éventualité et de servir les objectifs tracés, qui sont indissociables des grands objectifs stratégiques adoptés". A l'issue de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a suivi les interventions des cadres et personnels de la 3ème RM et s'est enquis de leurs préoccupations.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

réouverture des frontières : Des membres du Comité scientifique défendent les conditions fixées par le Gouvernement

Des membres du Comité scientifique en charge du suivi de la pandémie de la Covid-19, sont montés mercredi au créneau pour défendre le bienfondé des conditions sanitaires fixées par le gouvernement, en réponse aux réactions négatives des membres de la communauté nationale à l'étranger qui ont jugé «excessives» et «paranoïaques» ces conditions.

«Les test PCR fait partie du filet de protection, mais ses mailles sont larges et pourraient laisser

passer des porteurs positifs qui auraient contracté le virus juste après le prélèvement» explique sur les ondes de la radio nationale le Pr Belmihoub qui défend le confinement de cinq jours «qui a des mailles plus fines»

La même tonalité chez le Pr Elias Akhamokh pour qui «les test PCR est nécessaire mais pas suffisant» dit-il en expliquant que les mesures prises par le Gouvernement sont décidées par le Comité scientifique.

«C'est la commission scientifique

qui a exigé le confinement de cinq jours dans le cadre de la batterie de mesures préventives pour éviter à notre des situations vécues par des pays du voisinage», justifie-t-il sur le site Sabq Press.

«Ce n'est pas possible, après plus d'une année de fermeture des frontières, de les ouvrir totalement et d'un coup; il faut une phase probatoire, c'est dans l'intérêt de tout le monde, le confinement est une mesure prise par tous les pays qui ont ouvert leurs frontières», insiste encore le Pr Akhamokh.



Coronavirus : 254 nouveaux cas, 175 guérisons et 7 décès



Deux cent cinquante-quatre (254) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 175 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 127.361 dont 254 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.433 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 88 672 cas, précise le

communiqué.

Par ailleurs, 20 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 24 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 autres ont connu plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

législatives : Appel à la préservation de la stabilité du pays, dominante du discours électoral

La préservation de la stabilité du pays et l'appel à une participation «massive» aux élections législatives du 12 juin prochain sont les maîtres mots ayant dominé le discours des candidats des partis politiques et des listes indépendantes, durant la première semaine de la campagne électorale.

Dés l'entame de la campagne, le président du Front de la nouvelle Algérie (FAN), Djamel Benabdeslam, a donné le «la» en affirmant que la participation de sa formation aux prochaines législatives traduisait «son souci de contribuer à l'édification de la nouvelle Algérie et à la préservation de sa stabilité».

Lui emboitant le pas, le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a déclaré que

la conjoncture internationale et régionale «requiert de la sagesse et de la clairvoyance pour préserver la cohésion, l'unité et la force de l'Algérie», exhortant les Algériens à se mobiliser pour «faire face aux menaces et complots visant à déstabiliser le pays».

D'autres partis et candidats ont estimé, pour leur part, que pour faire face aux menaces de «déstabilisation» qui menacent le pays, il faut se rendre «massivement» aux urnes le jour du scrutin.

Le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, a, lors d'un meeting animé à Batna, indiqué que «le changement est inéluctable à travers une participation forte aux élections».

La participation des citoyens à ce rendez-vous électoral, estime

le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, «contribuera à la construction d'une Algérie unie» et constituera une «réponse à tous ceux qui veulent porter préjudice au pays». Dans le même sillage, le président du Mouvement El-Islah, Fillali Ghouini, a affirmé, depuis Relizane, qu'une participation «massive» aux élections législatives du 12 juin, permettrait d'élire un Parlement «légitime et fort» avec des jeunes «nationalistes» et «compétents».

Pour le parti du FLN, cette échéance constitue «le seul moyen qui permettra au peuple algérien d'exercer sa souveraineté et la démocratie».

De son côté, le président du FAN a estimé qu'il fallait restaurer la confiance des citoyens pour élire une Assemblée

populaire nationale «jouissant de la légitimité et du soutien populaires».

Le programme électoral du parti Tajamoue Amel al Jazair (TAJ) repose également sur la «restauration de la confiance entre citoyens et le Pouvoir», a souligné sa présidente, Fatma-Zohra Zerouati, lors d'un meeting à Alger, estimant que sa concrétisation n'est possible qu'après «la rupture avec les anciennes pratiques».

Les candidats indépendants en lice pour les législatives du 12 juin disent, eux aussi, vouloir apporter leur contribution au changement en proposant des programmes de développement dans différents secteurs, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

Menasri Cheikh, un candidat sur

la liste indépendante «Pour les constantes de la Nation», dans la wilaya de Tamanrasset, a dit miser sur l'investissement dans le capital humain à travers «la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire, et la création d'établissements de formation en vue d'améliorer les rendements attendus de la ressource humaine activant au sein des institutions publiques et privées».

Pour Amina Abdelouahab, médecin spécialiste en oncologie et candidate sur la liste indépendante «Ahrar Dzair», a indiqué que parmi les points les plus importants du programme électoral de la liste figure «la contribution à la réforme du système de santé et des prestations hospitalières», à travers la proposition d'un «système juridique approprié».

elle MAintient l'OrgAniSAtiOn De SO n rASSeMBleMent : La Coordination syndicale de l'Education défie le ministère

La Coordination des syndicats de l'Education est restée indifférente à l'appel lancé hier par le ministère de l'Education l'invitant à renoncer à l'organisation de son rassemblement national aujourd'hui. En effet, les enseignants ont répondu massivement à cet appel en se retrouvant ce matin devant les sièges des Directions de l'éducation dans plusieurs wilayas, selon Zoubir Rouina, porte-parole du

CLA, qui s'est exprimé dans les médias, considérant l'appel du ministère comme "nul et non avvenu". Ce rassemblement national intervient dans la foulée de l'agression des enseignantes de Bordj Badji Mokhtar, une affaire qui a encore attisé la tension dans le secteur de l'Education, agité depuis des semaines par des grèves perlées. Pour rappel, la Coordination de l'Education qui ne compte pas moins de 13 syndicats,

revendique une "amélioration du pouvoir d'achat", la "révision du statut particulier des personnels de l'Education" et "le rétablissement de la retraite anticipée." Pour cette coordination, les réunions organisées en cours de semaine entre les syndicats et le ministre de l'Education, en application du dialogue social impulsé par le président de la République, "sont loin de répondre aux revendications urgentes des enseignants".



BOYCOTT DeS eXAMeNS De Fin D'Année :

Le ministère de l'Education lance un avertissement aux syndicats

Le ministère de l'Education nationale a mis en garde mardi contre les retombées pouvant découler de l'appel de certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott des examens de fin d'année, lesquels risquent de "compromettre les efforts de prise en charge des préoccupations du partenaire social".

Le ministère a précisé, dans un communiqué, qu'"alors qu'il poursuit ses efforts en consécration du principe du partenariat social et en concrétisation des orientations de la haute autorité du pays, à travers l'organisation d'une série de rencontres, programmées du 17 au 29 mai, pour la prise en charge des revendications socio-professionnelles des affiliés aux secteurs, il a été surpris par les appels lancés par certains syndicats à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott de tous les travaux



administratifs et des examens officiels de fin d'année".

La tutelle a prévenu que "ces mouvements de protestation risquent de perturber le bon fonctionnement du service public et des établissements éducatifs" et de "compromettre les efforts de prise en charge des revendications soumise par le partenaire social et constituer une infraction aux lois de la République", précise le communiqué.

Et de relever que ces appels coïncident avec le début des rencontres organisées sous l'égide du ministre de l'Education nationale et auxquelles tous les syndicats agréés ont été invités, rappelant que ces réunions

constituent "le cadre juridique et l'unique voie de règlement des problèmes socio-professionnels soumis".

Aussi, le ministère a-t-il fait part de son étonnement et de son mécontentement à l'égard de ces appels qu'il fustige et qu'il qualifie de violation flagrante et d'infraction à tous les cadres juridiques en vigueur.

Le ministère a également rappelé que les travaux administratifs se rapportant à la fin de l'année et la participation à l'organisation et à l'encadrement des examens officiels "sont des devoirs juridiques auxquels sont soumis les employés et les travailleurs du secteur en vertu de textes législatifs et réglementaires".

La tutelle précise, à ce propos, que le non respect de ces textes aurait des préjudices "qui torpilleraient les efforts de toute une année scolaire de travail collectif assuré par la famille éducative notamment en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que

traverse le pays".

L'irrespect pour ces décisions "hypothéquerait le devenir des élèves candidats à des examens décisifs", et serait considéré comme "contraire aux lois de la République".

C'est pourquoi le ministère appelle ses personnels à "s'unir et se serrer les coudes pour faire respecter l'autorité de l'Etat conformément aux lois et réglementations en vigueur", tout en les exhortant à "faire preuve de prudence et de vigilance et à ne pas se laisser induire par les appels suscités".

Les syndicats signataires ont appelé au respect du référé promulgué par le tribunal administratif d'Alger le 24 mai courant, portant interruption de l'organisation d'un sit-in devant le ministère de l'Education nationale prévue mercredi à 11h, mais également de toute acte pouvant entraver le fonctionnement du secteur du point de vue pédagogique et

administratif jusqu'à la tenue du procès inscrit auprès de la même instance", précise le communiqué.

Le ministère réitère "son engagement à aller de l'avant, sous la supervision des hautes autorités du pays, dans la poursuite du dialogue sérieux et franc avec l'ensemble des partenaires sans exclusion ni discrimination aucune", le but étant de prendre en charge les préoccupations soulevées "et dont le traitement a été entamé sur le terrain", à l'instar de la prise en charge des arriérés cumulés depuis des années, des diplômés des ENS, ou encore l'élection des commissions de wilayas des œuvres sociales.

La tutelle s'est engagée à poursuivre le traitement des dossiers "selon une approche équilibrée et progressive" dans le cadre du respect des textes réglementaires en vigueur, a conclu la même source.

Un nouveau projet avec l'UE pour lutter contre les déchets plastiques

Le projet d'appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement "WES" (Water and Environment Support), financé par l'Union européenne, vient de lancer en Algérie une intervention ayant pour fin de lutter contre la pollution marine due notamment aux déchets plastiques, a appris l'APS auprès du ministère de l'Environnement.

L'intervention porte particulièrement sur les dispositifs de surveillance de l'évolution de la pollution et les mesures à mettre en place en réponse à cette problématique, selon un responsable au ministère, soulignant que qu'une surveillance exhaustive permettra au pays de prendre des décisions avisées et de déterminer les actions à engager en priorité pour résoudre le problème de la pollution marine.

Elle vise essentiellement à renforcer la capacité des différents acteurs en Algérie à soutenir la mise en œuvre

des politiques environnementales destinées à éliminer les déchets marins et à protéger les zones littorales.

A la faveur de ce projet, des données précises seront produites, sur les quantités, les types, la composition et les sources des déchets présents à la surface de la mer (en zone pélagique) et des déchets reposant sur les fonds marins (en zone benthique).

WES est un projet régional conçu pour contribuer à la mise en œuvre d'une approche intégrée de la réduction et de la prévention de la pollution.

Son intervention en Algérie s'inscrit dans le cadre du Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée, adopté par les parties contractantes à la convention de Barcelone.

Ainsi, les pays de la Méditerranée sont tenus d'inclure des mesures de lutte contre la pollution marine dans leurs plans d'actions nationaux



respectifs.

L'Algérie a déjà mis en œuvre plusieurs mesures pilotes dans ses ports et dans différentes zones pilotes. En outre, le ministère de l'Environnement a lancé en 2020 le processus de l'actualisation de la Stratégie nationale de la gestion intégrée des zones côtières, élaborée en 2015.

"L'actualisation est motivée par l'évolution du contexte national tant sur le plan législatif et institutionnel que sur le plan économique", a-t-on expliqué de même source, tout en soulignant que cette la nouvelle stratégie prévoit des activités prioritaires liées à la problématique

de la gestion des déchets marins. "Cette stratégie devrait faire l'objet d'une adoption par le gouvernement en 2021", ajoute le même responsable. Le plastique à usage unique est responsable de 50% de la pollution marine

Selon le ministère, l'utilisation du plastique à usage unique à l'instar des bouteilles, des pailles, des cotons-tiges et des filtres de cigarette ainsi que des emballages est la cause de 50% de la pollution marine.

C'est ce qui ressort d'une étude menée en 2018 visant la caractérisation des déchets marins et côtiers dans neuf wilayas côtières. L'étude a été réalisée par le ministère de l'Environnement, avec l'appui du Plan d'action pour la Méditerranée à travers son programme Med-Pol et l'initiative SWIM-H2020.

Le traitement des données a fait ressortir que les matériaux en plastique (y compris le plastique à usage unique) constituent 75 % des

déchets, suivis du caoutchouc avec 9 %. Les articles en papier et en métal représentaient, respectivement, 6 % et 5 %, suivi par le bois transformé et le verre/céramique (2 % pour chacun), a-t-on précisé.

Tout en rappelant que dans la Méditerranée, sont rejetés chaque année 600.000 tonnes de plastiques représentant l'équivalent de 34.000 bouteilles de plastiques par minute, le responsable a relevé qu'en Algérie, le plastique occupe à lui seul pas moins de 17 % de la quantité totale de déchets générés, soit 130.000 tonnes/an de déchets.

"Outre les aspects environnementaux, la récupération des déchets recyclables revêt désormais une grande importance dans le développement de l'économie verte en ayant des effets directs sur la croissance économique en Algérie où pas moins de 2.900 recycleurs ont été dénombrés", a souligné le responsable.

Entreprises en difficulté : L'ANADE accepte 283 dossiers pour le remboursement de plus de 44 Mds de centimes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a accepté 283 dossiers d'entreprises en difficulté, relatifs au remboursement de plus de 44 milliards de centimes et ce, après l'examen de 500 dossiers déposés par des représentants des banques, a indiqué mardi un communiqué de l'ANADE.

La même source indique qu'aujourd'hui au siège de l'ANADE, a été tenue une 6e séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes

prometteurs et de l'ANADE chargée de l'examen de ces dossiers, avec la programmation de séances chaque semaine et l'examen de pas moins de 500 par séances.

Lors de la séance tenue aujourd'hui, le traitement de 212 dossiers a été reporté, car les entreprises en question sont toujours en activité. Il s'agit donc de les accompagner par l'ANADE par un rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités. La même source fait état, également de la régularisation définitive de deux dossiers par des propriétaires de micro-entreprises à travers le paiement

de leurs créances auprès des banques et de l'Agence. Trois dossiers ont été renvoyés aux banques, car ne remplissant pas les conditions de remboursement, a-t-on précisé.

A ce titre, l'ANADE a indiqué que le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors de 6 séances, s'élève à 3.015 dossiers.

Ces séances sont en application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas.



Plus de 150 exposants au 1^{er} Salon Import-Export Inter Africains

Plus de 150 exposants dont 14 pays africains ont pris part mardi au 1er Salon Import-Export Inter Africains (IMPEX 2021), organisé au Centre international des conférences (CIC) à Alger, dans l'objectif de permettre aux opérateurs économiques du continent de saisir les opportunités offertes en matière d'échanges, de partenariat et d'investissements.

Inauguré par le SG du ministère du Commerce, Redouane Allili, ce Salon qui se tiendra jusqu'au jeudi 27 mai, s'inscrit dans



le cadre de la continuité et de l'accompagnement des accords douaniers Interafricains portant sur la création de la Zone de Libre Echange continentale africaine (ZLECAF).

Pour sa première édition initié dans le contexte de la pandémie

de Covid-19, le Salon a accueilli les représentations commerciales et les conseillers économiques des ambassades africaines en Algérie, tandis que la participation nationale était constituée de plus de 80 entreprises activant dans divers secteurs.

Selon les organisateurs, le 1er Salon Import-Export Inter Africains vise notamment à promouvoir la production des différents pays africains et à soutenir l'exportation.

Cet évènement a pour objectif aussi de développer et de renforcer les échanges interafricains,

en regroupant l'ensemble des entreprises du continent de manière à mettre en valeur les potentialités et la qualité des produits pouvant bénéficier d'exonération des droits de douane dans le cadre de la Sone de libre échange africaine.

A cette occasion, M. Allili a affirmé que la Zone de libre échange continentale va transformer l'Afrique, invitant les entreprises algériennes à saisir cette «véritable opportunité» pour développer des échanges commerciaux avec les pays africains et à profiter des

facilitations accordées en matière de taxes douanières.

Le directeur général du Commerce extérieur auprès du ministère du commerce, Khaled Bouchlaghem a souligné, pour sa part, que «l'objectif de la ZLECAF est de réaliser l'intégration africaine et d'arriver à imposer un tarif douanier commun pour tous les pays africains».

«Pour arriver à une intégration africaine, il faut tout d'abord que la matière première soit transformée et commercialisée en Afrique avant d'être exportée», a-t-il plaidé.

Les exportations hors hydrocarbures pourraient atteindre 5 milliards \$ d'ici la fin 2021

Les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars (USD) d'ici fin 2021, a indiqué mardi à Alger le secrétaire général du ministère du Commerce, Redouane Allili. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture du 1er Salon import-export inter Africains (IMPEX 2021), M. Allili a affirmé que «les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards USD d'ici fin 2021, malgré les effets de la pandémie sur l'activité économique».

«En dépit des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, nous

avons pu multiplier les actions d'exportations hors secteur des hydrocarbures, ce qui nous permettra de réaliser un montant entre 4,5 à 5 milliards USD d'ici la fin de l'année», a-t-il précisé.

Acet effet, il a souligné que la Zone de Libre échange continentale africaine (ZLECAF) constitue une «véritable opportunité» pour le pays, pouvant lui permettre de multiplier durant les deux prochaines années ses exportations par cinq envers les pays africains.

M. Allili a appelé les entreprises algériennes à saisir cette opportunité de la ZLECAF, en prenant «les devants pour faire la promotion des différents produits



destinés à l'exportation».

Dans ce sens, il a précisé que le ministère du Commerce travaille actuellement pour la redynamisation des Conseils d'affaires avec l'ensemble des pays africains et pour déterminer toutes opportunités pouvant aider au développement des échanges interafricains.

«Les hommes d'affaires algériens et africains peuvent également déterminer ces opportunités en

raison de leur présence perpétuelle sur le terrain à travers notamment les échanges commerciaux», a-t-il ajouté.

M. Allili a assuré, dans ce sillage, que «les rencontres d'affaires et d'échanges entre les responsables d'entreprises algériennes et africaines ont déjà commencé et visent à déterminer les opportunités en vue de nouer des partenariats gagnant-gagnants». Invitant les entreprises africaines à investir en Algérie, le SG du ministère du Commerce a assuré que ces opérateurs bénéficieront de toutes les facilitations nécessaires en plus des avantages accordés dans le cadre de la ZLECAF.

S'agissant des objectifs de développement des échanges commerciaux interafricains fixés à 3000 milliards de dollars sur le long terme par l'Union africaine (UA), le responsable du ministère du Commerce a estimé que «l'Algérie est en mesure de prendre une part importante de ces échanges», à la condition que «les entreprises algériennes saisissent cette opportunité offerte par la zone africaine de libre échange». Evoquant par ailleurs la Grande zone arabe de libre échange (GZALE), il a affirmé que celle-ci sera également consolidée, tout en rappelant que neuf (9) pays arabes, dont la Tunisie, sont membres de la ZLECAF.

AnnABA / légiSIA tiVeS

BENTOUMI Yazid, ancienne figure d'Annaba et Président du Club HAMRA Annaba, futur candidat aux élections législatives du 12 Juin 2021 sous le N° 5 - Liste RND

R.C

Depuis jeudi dernier, la campagne électorale, au titre du renouvellement des législatives programmées pour le 12 juin 2021 est entrée dans la phase exécutoire, à un rythme soutenu, marqué par l'apposition des affiches des candidats des partis et indépendants, le recours aux médias, presse écrite et audiovisuelle, la présentation des programmes, l'organisation de cortèges, l'exploitation des réseaux sociaux et la distribution de prospectus. Les citoyens auront donc à élire les futurs députés qui prendront part aux assises de l'Assemblée nationale. Tous les partis et candidats libres ont peaufiné déjà leurs Programmes. Selon une source très fiable, notre rédaction a eu un écho au sujet de la candidature de monsieur Bentoumi Yazid,



comme candidat. Bentoumi Yazid est une ancienne figure d'Annaba, né à la vieille ville Sidi Belaid (Ex Place d'armes) bien connu sur la placette et très apprécié par son entourage, ses proches, ses amis et tous les jeunes de la ville des jujubes...Il connaît assez bien la ville d'Annaba et ses particularités...en peu de temps il connut

une ascension politico-syndicale en sa qualité de vice-président de l'APW, de président de la délégation l'ex FCE. Très connu dans le milieu sportif, il sera désigné à la tête de la présidence du club de football HAMRA Annaba et à la vice-présidence du club de l'USMAnnaba. C'est l'une des raisons qui le poussera à engager sa

participation en tant que candidat aux prochaines élections législatives, qui auront lieu le 12 juin 2021. Bentoumi Yazid a acquis une large popularité dans la ville d'Annaba auprès des jeunes et adultes grâce à son franc-parler, sa sagesse, mais surtout à son sens d'humanisme et de responsabilité dans sa vie professionnelle. Il se

dit prêt à apporter toute sa contribution, aussi modeste soit-elle, pour le bien-être des citoyens de la ville d'Annaba. Il est certain que la présence au sein de cette instance APN, avec des candidats de sa souche boostera certainement le développement socioéconomique de la 4ème ville d'Algérie, qu'est la ville d'Annaba.

AnnABA / COVID-19

Le DSP Dameche Mohamed Nacer l'a déclaré : Sept (7) nouveaux cas confirmés de contaminations Il appelle les citoyens à la vaccination

Tayeb Zgaoula

Après une longue accalmie vécue à Annaba depuis plusieurs semaines, voilà que la crainte d'une éventuelle réaction de la pandémie de la covid-19 commence à s'installer de nouveau chez les citoyens Annabis après la déclaration hier (mercredi) du directeur de la santé publique DSP, Dameche Mohamed Nacer qui a officiellement confirmé que sept (7) nouveaux cas de contaminations sont confirmés par ses services dans la wilaya. Il n'y a rien à dire, il y a inquiétude et nous avons transmis les prélèvements au laboratoire Pasteur de Constantine pour un diagnostic plus précis car on ne peut pas parler encore de variants où d'une réaction de la pandémie



sans connaître les résultats du laboratoire spécialisé, mais ces nouveaux cas s'expliquent par

la désinvolture des citoyens, qui n'observent pas d'une part les mesures préventives et

d'autre part aussi lorsqu'on sait que des citoyens voyagent entre les wilayas touchés par

les variants de la covid-19. S'agissant de la campagne de vaccination avec l'arrivée d'un nouveau lot de vaccin. Le DSP appelle la population de la wilaya dont l'âge dépasse les 45 et 50 ans et surtout les malades atteints d'une maladie chronique à se faire vacciner, à travers les centres de vaccination " Nous avons en ce sens renforcer les structures de vaccination exerçant déjà avec deux nouveaux centres au niveau de la commune de Seraidi et à la nouvelle ville de Benmostefa Benaouda pour fixer les habitants de ces communes" a déclaré le DSP Daméche Mohamed Nacer qui avertit les citoyens d'être discipliné et vigilant sur les risques d'un retour de contaminations de la covid-19.

AnnABA / el BOUni

Un homme de 40 ans mordu par un serpent La protection civile appelle à plus de vigilance durant la saison chaude

Imen BOULMAIZ

Une situation particulièrement périlleuse semble être vécue par les habitants d'El Bouni en ce début de saison chaude. En effet, on apprend qu'un homme âgé d'une quarantaine d'année habitant ladite commune, a été mordu par un serpent à proximité de son domicile. Aussitôt, prévenus les éléments de la protection civile se sont rendus

sur les lieux rapidement pour transférer la victime vers les urgences afin de recevoir les soins nécessaires.

Dans le même sillage, un serpent a été capturé à proximité de l'aéroport "Rabah Bitat" par la protection civile fort heureusement aucun blessé n'a été signalé. Par ailleurs, si ces cas se sont déjà produits et qui pourraient se reproduire, c'est parce que des facteurs environnementaux et



d'hygiène se sont conjugués, comme l'accroissement des bidonvilles autour des zones rurales de plus en plus urbanisées anarchiquement, la dégradation de l'environnement avec un état d'hygiène publique

déplorable, sans oublier les facteurs climatiques. La saison est de plus en plus chaude, et la proximité est de plus en plus grande entre citoyens et lieux de vie des serpents ou autre. Et pour cela la protection civile appelle les habitants des zones rurales à nettoyer les abords de leur maison, à enlever les tas de pierres qui s'amoncellent non loin de leur habitation et qui peuvent servir de refuges à ces bestioles. Egalement

de procéder à des campagnes de nettoyage périodiques pour éliminer les décharges sauvages qui sont des foyers propices à la prolifération d'insectes et de bestioles dangereuses.

On parle de scorpions et de serpents, mais il ne faut pas négliger les morsures des chiens et de chats errants et des rats qui sont des vecteurs de la peste, a ajouté la même source.

AnnABA/ SOCIete

Le chômage : Une parenthèse sans fin

Sarah Yahia

Le chômage est la situation d'une personne qui souhaite travailler et ayant la capacité de le faire, mais malheureusement elle se trouve sans emploi malgré les recherches. Il existait auparavant, mais son faible niveau ne faisait pas un élément important des débats de société et de la vie. Aujourd'hui on trouve que la majorité souffre de ce phénomène

qui touche particulièrement les jeunes, les femmes et les diplômés universitaires. Un certain nombre de facteurs fondamentaux sont derrière l'émergence et l'exacerbation du chômage. L'Algérie comme tous les autres pays du monde, est menacée par le chômage, en subissant actuellement les effets de l'accroissement démographique, en particulier dans les domaines de l'éducation

et le marché de travail. Avec La présence d'un déficit d'emplois décent et permanents, l'inadéquation entre l'emploi et la formation, la crise économique et les flux migratoires, les conséquences sont néfastes sur le plan économique, notamment en matière de la consommation, la production, la situation financière de l'Etat ainsi que sa survie. Du point de vue économique, le chômage est interprété comme le



résultat d'un déséquilibre.

Entre l'offre et la demande d'emploi sur le marché du travail. Ce phénomène pose plusieurs calamités sociales dans la société, car les jeunes qui n'ont rien à

faire, ils commencent à prendre de la drogue, la violence...etc. On espérant que les autorités prennent des décisions pour générer ce problème, et ouvrir de nombreux projets comme des usines industrielles et soutenir les fermes dans le domaine de la production agricole, et dans tous les différents domaines pour que puisse diminuer le taux de chômage et même aider des intellectuelles à réaliser leur rêve.

AnnABA / StAtiOnneMent

Devant le laxisme les autorités locales, les «parkingueurs» imposent leur loi

Sarah Yahia

Malgré la présence de parkings publics globalement sécurisés à l'instar du parking « Stambouli » il s'avère que ces derniers affichent très vite complet en cours de la journée, si bien que les usagers sont obligés de se tourner vers les parkingueurs. Ces derniers continuent d'imposer leur diktat aux automobilistes, malgré l'instruction du ministère de l'Intérieur d'interdire formellement cette pratique de

racket. Plusieurs jeunes ayant déjà accaparé des rues et des avenues des villes de la wilaya d'Annaba depuis des années, refusent d'abandonner le racket des automobilistes au vu et au su des autorités locales.

En effet, le phénomène de l'exploitation illégale des espaces publics persiste. Ce métier qui prend de l'ampleur, impunité aidant, se revendique d'une profession informelle plus que rentable, assure-t-on et qui a généré bien des heurts sauvages

entre les propriétaires de véhicules et ces "parkingueurs" comme on aime à les désigner ironiquement. «Ces gardiens n'hésitent pas à recourir à la menace, particulièrement envers la gent féminine. Armés de gourdins ils font tout pour être obéis d'autant qu'ils agissent le plus souvent en groupe. Matraques en main ils imposent leur loi. Leurs manières, intimidant leur victime, celle-ci est souvent délestée de... cent dinars pour les droits de



stationnement. À Annaba, les jeunes se disputent les rues de la ville pour devenir parkingueur, un métier qui semble rapporter beaucoup d'argent sans faire le moindre effort. Au centre-ville,

des parkingueurs imposent leur loi aux automobilistes pour stationner sans trop tarder afin qu'ils puissent les remplacer par d'autres, rentabilité impose. Par ailleurs, les services de sécurité ont mené une chasse implacable aux "gardiens de véhicules" dans la wilaya d'Annaba. Mais l'opération ne fut qu'une simple campagne conjoncturelle puisque ces individus, sont revenus à leur activité dans la wilaya, en s'imposant plus que jamais.

teBeSSA / genDARMerie nAtiOnAle

Dix (10) trafiquants d'armes à feu sous les verrous

S.Ferdjallah

Les services de la gendarmerie nationale de la ville de Tébessa ont mis fin, avant-hier, aux agissements de dix (10) trafiquants d'armes et procédé à la saisie de 19 armes et 800 cartouches, avons-nous appris de source proche. Agissant sur informations faisant état de la présence d'individus qui tentaient de vendre des armes

dans le cadre de la contrebande, les éléments de la GN ont mis en place un plan d'action qui a abouti à l'identification et à l'arrestation du principal mis en cause principal et de neuf (9) autres complices, le 11ème ayant pris la fuite. La fouille corporelle a permis aux enquêteurs de récupérer les armes et les cartouches. Les mis en cause sont âgés entre 20 et 60 ans.



teBeSSA :

Incubateur de start-up : lancement de la semaine nationale de l'innovation scientifique

La semaine nationale de l'innovation scientifique a été lancée, mardi dans la wilaya de Tébessa, à l'initiative de l'incubateur des start-up (Innoest Compagny) en collaboration avec l'université Larbi Tébessi pour la sélection du "meilleur projet innovant", selon aps.

En marge d'une journée d'information visant à faire connaître les start-up et le rôle de l'incubateur dans leur accompagnement, tenue à la bibliothèque de la Faculté des sciences humaines et sociales, Fathi Gasmî, président de Innoest Compagny, a précisé à l'APS, que la semaine



nationale de l'innovation scientifique est "une compétition scientifique visant la motivation et l'encouragement des étudiants à soumettre des projets innovants pour les faire connaître et les concrétiser sur le terrain".

Cette manifestation se poursuivra pendant une semaine, durant laquelle il sera procédé à l'inscription des projets sur le site électronique de l'incubateur, a fait savoir M. Gasmî, soulignant qu'une commission technique

spécialisée, composée de professeurs et d'experts dans diverses disciplines, procédera à l'évaluation des travaux réceptionnés en vue d'en sélectionner cinq.

Les projets retenus concourront pour obtenir "le prix du meilleur projet innovant" qui sera annoncé le 2 juin prochain, a précisé le même responsable, ajoutant que l'incubateur des start-up est destiné à accompagner et à soutenir la concrétisation de projets sur le terrain.

Selon le président de Innoest Compagny, pas moins de 215 projets novateurs, dont 46 d'autres wilayas et quatre (4) de l'étranger, ont été réceptionnés depuis le début du mois de mars dernier,

affirmant que 22 projets dans différents domaines ont été concrétisés.

Lors de cette manifestation, des communications ont été présentées par les membres fondateurs de cet incubateur, l'un des premiers à l'échelle nationale ayant bénéficié du label "projet innovant".

La rencontre en question vise à expliquer le rôle des incubateurs, faire connaître des start-up performantes, évoquer les paramètres à l'origine de leur réussite ou de leur échec, en plus d'un débat avec les étudiants désirant investir ce domaine pour créer des sources de revenus et des postes d'emploi.

Secousse de 3,2 dans la wilaya de Bejaia



Une secousse tellurique de magnitude de 3,2 sur l'échelle de Richter a eu lieu mercredi matin à 03h03 dans la wilaya de Bejaia, a annoncé le Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué, selon aps.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 16 km au Nord-Ouest de Melbou (wilaya de Bejaia) en mer, précise le communiqué.

illiZi: rencontre sur les perspectives d'exportation via le poste frontalier Debdeb

Les perspectives d'exportation via le poste frontalier terrestre de Debdeb (Illizi) et les voies de commercialisation du produit algérien sur le marché africain ont été au cœur d'une rencontre, mardi à Debdeb, avec des opérateurs économiques affiliés à la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), ont indiqué les organisateurs, selon aps. La rencontre, à laquelle ont assisté le wali délégué et le président de l'Assemblée populaire de la commune de Debdeb, a permis de

passer en revue, en présence des membres de la CIPA, les différents aspects et mécanismes susceptibles de contribuer à la promotion des échanges commerciaux avec les pays africains, à la faveur de la création d'espaces d'investissement industriel et l'ouverture d'antennes bancaires dans la région pour attirer les investisseurs et encourager les exportations, a souligné le président de la CIPA, Abdelwahab Ziani. Retenue au titre des objectifs du Gouvernement pour relever les défis économiques actuels et

futurs, cette démarche stratégique tend à créer un environnement d'investissement productif à l'échelle régionale à même de contribuer à l'augmentation des exportations hors-hydrocarbures et des ressources financières en devises et à la résorption du chômage dans la région, a-t-il expliqué.

La délégation de la CIPA, en marge de cette rencontre, s'est enquis de la situation de l'investissement dans la région, à travers une sortie à la zone d'activités, en cours de

réalisation pour un coût d'un (1) milliard DA sur une superficie de 64 ha, totalisant 68 parcelles. Tenue parallèlement aux préparatifs d'inauguration du poste frontalier terrestre de Debdeb avec la Libye, cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle vision économique prônée par la CIPA avec les partenaires et acteurs économiques, en vue de mettre en œuvre un programme "efficient" d'exportation hors-hydrocarbures, conformément aux orientations des pouvoirs publics.

Mila :

Mandat dépôt pour le pâtissier ayant fait plus de 300 victimes



Le propriétaire de la pâtisserie de Mila, à l'est de l'Algérie, ayant fait plus de 300 victimes d'intoxication alimentaires

a été placé en détention provisoire, selon algerie360. En effet, le procureur de la République près le tribunal de

Mila a décidé de placer le pâtissier en question sous mandat de dépôt. Ce dernier a été à l'origine de l'intoxication alimentaire collective durant la première semaine du mois de mai à Mila.

Le pâtissier a fait l'objet d'une comparution directe devant le juge suite aux révélations des résultats de l'analyse des échantillons prélevés dans la pâtisserie lesquels se sont avérés « positifs ». Il est poursuivi pour « manque d'hygiène », « atteinte à la santé d'autrui », « fraude sur des produits alimentaires » et « vente de produits alimentaires avariés ».

Plus de 300 intoxications en quelques jours

La direction locale de la santé et de la population (DSP), l'intoxication alimentaire causée par ce pâtissier a fait plus de 300 victimes. Ces derniers ont été hospitalisés suite à la consommation de pâtisseries et de gâteaux avariés.

Des dizaines d'enfants figuraient parmi les personnes touchées par l'intoxication. La majorité des cas ont reçus par les urgences des hôpitaux Frères Meghlaoui et Boukhechem, et les polycliniques de Grarem Gouga et Sanaoua. À noter qu'aucun décès n'a été enregistré.

Italie

Trois hommes interpellés dans le cadre de l'enquête sur l'accident de téléphérique

Selon les autorités locales, des hauts responsables de la société gérant le téléphérique savaient que la cabine circulait sans frein d'urgence. Quatorze personnes ont été tuées dans cet accident, selon le monde fr.

Trois jours après la chute d'un téléphérique à Stresa, une station balnéaire du Piémont située dans le nord de l'Italie, l'enquête se poursuit pour comprendre les circonstances de l'accident qui a fait 14 morts, et un blessé grave.

Selon les carabinieri, trois hommes ont été interpellés, mercredi 26 mai. Il s'agit de hauts responsables de la société gérant le téléphérique qui sont soupçonnés d'avoir volontairement désactivé le frein d'urgence de la structure : Luigi Nerini, le dirigeant de la société Ferrovie del Mottarone, qui gère le téléphérique ; Gabriele Tadini, le directeur du téléphérique ; et Enrico Perocchio, le chef opérationnel du téléphérique.

« Il y avait un dysfonctionnement sur le téléphérique, l'équipe de manutention n'a pas résolu le problème, ou seulement en partie. Pour éviter l'interruption de la liaison, ils ont choisi de laisser en place la fourchette qui empêche l'entrée en fonction du frein d'urgence », a expliqué sur Radiotre un responsable des carabinieri, le lieutenant-colonel Alberto Cicognani. « Ils ont reconnu » que c'était volontairement que le frein d'urgence n'avait pas été activé, a-t-il ajouté.

Selon la procureure chargée de l'enquête, Olimpia Bossi, citée par plusieurs médias italiens, ces trois responsables savaient que la cabine du téléphérique circulait sans frein d'urgence depuis le 26 avril, jour de la réouverture de l'installation.

« Le système de freinage d'urgence trafiqué »

La décision de procéder à ces arrestations a été prise à l'issue d'une journée d'interrogatoires à la

caserne des carabinieri de Stresa. L'analyse des débris trouvés sur place, qui a permis de démontrer que « le système de freinage d'urgence de la cabine tombée dans le vide avait été trafiqué », et que la « fourchette », à savoir le dispositif permettant de désactiver le frein, avait été insérée.

Selon les enquêteurs, il s'agit d'un acte « matériel fait de manière consciente », pour « éviter des interruptions et l'arrêt du téléphérique », alors que « l'installation présentait des anomalies qui auraient requis une intervention plus radicale avec un arrêt conséquent » de l'installation. Selon la procureure, des interventions techniques avaient été « demandées et effectuées », dont une le 3 mai, mais « elles n'ont pas permis de résoudre le problème ». La décision de bloquer le frein d'urgence a été prise « avec la conviction que jamais le câble ne se serait rompu, courant un risque qui



a ensuite malheureusement abouti à l'issue fatale ».

La chute du téléphérique est survenue dimanche vers 12 h 30, à 100 mètres de la dernière station d'altitude du téléphérique, au sommet du mont Mottarone. Quatorze personnes sont mortes, dont cinq Israéliens, et un blessé

grave : un enfant de cinq ans hospitalisé à Turin qui souffre d'un traumatisme crânien et de fractures des jambes. Cet accident a eu lieu alors que la Péninsule commence à peine à accueillir de nouveau des touristes avec la levée des restrictions dues à la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Covid-19

Le Soudan du Sud va rendre 72 000 vaccins AstraZeneca à l'initiative Covax

Le pays, confronté à des problèmes de sécurité et à la méfiance de la population, n'est pas en mesure d'administrer toutes les doses reçues avant leur expiration, selon le monde fr.

Le Soudan du Sud va renvoyer 72 000 doses du vaccin AstraZeneca contre le Covid-19 à l'initiative Covax, car il ne sera pas en mesure de les administrer avant leur expiration, a déclaré à l'AFP, mardi 25 mai, un responsable du ministère de la santé.

Le pays avait reçu fin mars 132 000 doses de la part de Covax, le mécanisme mondial de fourniture de vaccins aux pays pauvres, mais leur déploiement a été entravé par les problèmes logistiques et les réticences de la population. Seuls



7 996 Sud-Soudanais, sur une population estimée à 12 millions,

ont reçu une dose. A ce jour, le pays a enregistré 10 677 cas de Covid-19,

dont 115 décès.

« Nous prévoyons de retourner 72 000 doses à Covax », a déclaré Angelo Goup Thon, responsable des opérations Covid-19 au ministère de la santé, confirmant des propos tenus dimanche par le sous-secrétaire du ministère, Mayen Machut Achiek. Après ce renvoi, effectif d'ici environ une semaine, il restera au pays environ 52 000 doses venant du même lot, que Juba espère pouvoir utiliser avant leur date d'expiration, le 18 juillet. Le pays demandera ensuite de nouvelles doses auprès de Covax. M. Achiek a affirmé avoir reçu un retour « positif » de Covax au sujet de cette décision, qui permettra à d'autres pays d'utiliser les doses concernées.

Plus jeune Etat au monde depuis sa partition avec le Soudan en 2011 à l'issue de décennies de guerre contre Khartoum, le pays a de nouveau plongé fin 2013 dans une guerre civile meurtrière dont il émerge à peine. Les problèmes de sécurité et le manque de routes compliquent la distribution des vaccins.

Comme dans d'autres pays d'Afrique ou du monde, la crainte d'effets secondaires ou des rumeurs mettant en cause la sûreté du vaccin ont aussi suscité la méfiance de la population. En avril, le pays a annoncé qu'il allait se débarrasser de 60 000 doses expirées du vaccin AstraZeneca reçues via un don de la compagnie sud-africaine de télécoms MTN et de l'Union africaine (UA).

L'ONU appelle l'UE et la Libye à réformer leurs pratiques vis-à-vis des migrants en Méditerranée

Selon un rapport du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, les politiques actuelles « échouent à donner la priorité à la vie des personnes », selon le monde fr.

Les Nations unies demandent à la Libye et à l'Union européenne (UE) de réformer leurs opérations de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée, affirmant que les pratiques actuelles privent les migrants de leurs droits et de leur dignité, quand elles ne leur ôtent pas la vie. Selon un rapport du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), les politiques et les pratiques en œuvre « échouent à donner la priorité à la vie, à la

sécurité et aux droits humains des personnes qui tentent de passer d'Afrique en Europe ».

Ce document, publié mercredi 26 mai, suggère qu'il ne s'agit pas d'une « anomalie tragique », mais plutôt d'une « conséquence de décisions politiques et de pratiques concrètes des autorités libyennes, des Etats membres et des institutions de l'UE et d'autres acteurs ». Intitulé « Mépris fatal : recherche, sauvetage et protection des migrants en Méditerranée centrale », le rapport de 37 pages étudie la période allant de janvier 2019 à décembre 2020.

Il conclut que la Libye n'est pas un lieu sûr pour le débarquement

des migrants sauvés en mer et que les politiques et pratiques actuelles en Méditerranée centrale permettent des violations et des abus à l'encontre des migrants, plus qu'elles n'y mettent fin.

Réagissant au rapport, la responsable des droits de l'homme des Nations unies, Michelle Bachelet, a appelé Tripoli et Bruxelles à réformer de toute urgence leurs politiques de recherche et de sauvetage. « La véritable tragédie est qu'une si grande partie de la souffrance et des morts le long de la route de la Méditerranée centrale est évitable », a déclaré l'ancienne présidente chilienne.



Les Syriens aux urnes, un scrutin acquis à Bachar al-Assad

Les bureaux de vote ont ouvert mercredi 26 mai dans les zones contrôlés par le régime syrien. L'inamovible Bachar al-Assad semble assuré de remporter un quatrième mandat présidentiel.

La Syrie tient mercredi une élection présidentielle qui doit offrir, sans surprise, un quatrième mandat au président Bachar al-Assad. Les bureaux de vote ont ouvert à 07H00 locales (04H00 GMT) dans les territoires contrôlés par le régime, soit les deux tiers de ce pays ravagé par la guerre. Ils fermeront à 19H00 locales,



à moins d'une prolongation. Les résultats pourront être annoncés dans les 48 heures. "Mise en scène", élection "ni libre, ni juste" : les Occidentaux ont d'ores et

déjà rejeté le scrutin, le deuxième du genre depuis le début, en 2011, d'une guerre impliquant une multitude de belligérants et des puissances étrangères. Le conflit a fait

plus de 388 000 morts et poussé à l'exil des millions de Syriens.

Depuis un bureau de vote à Douma, ancien bastion rebelle reconquis en avril 2018 par son armée, Bachar al-Assad a réagi à ces critiques. "Je pense que la mobilisation que nous avons vue ces dernières semaines apporte une réponse suffisante et claire qui leur dit : 'vos opinions ne valent rien, votre valeur équivaut à dix zéro'", a déclaré le président syrien, en référence aux pays occidentaux.

Depuis plusieurs semaines, les portraits du dirigeant de

55 ans sont visibles sur toutes les places. Dans un pays à l'économie en lambeaux et aux infrastructures en ruines, Bachar al-Assad se présente comme l'homme de la reconstruction, après avoir sauvé son régime grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, ses alliés indéfectibles. Face à lui, deux candidats inconnus du grand public et considérés comme des faire-valoir : l'ex-ministre et parlementaire Abdallah Salloum Abdallah et un membre de l'opposition tolérée par le pouvoir, Mahmoud Marei.

JOURNÉE DE L'AFRIQUE: La place de la RASD témoigne de l'attachement de l'UA à ses principes de base

BIR LAHLOU (TERRITOIRES LIBERES)- Le ministre sahraoui des Affaires étrangères a affirmé mardi que la place de l'Etat sahraoui au sein de la communauté africaine ainsi que le soutien dont jouit sa cause en dépit des conspirations visant l'extermination du peuple sahraoui, témoignaient du fort attachement de l'organisation continentale aux principes et aux objectifs suprêmes pour lesquels elle a été créée.

Dans un communiqué rendu public à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Afrique, le MAE sahraoui a indiqué que "la proclamation par les chefs d'Etats africains qui ont arraché leur indépendances en début des années 60, de la création d'une organisation continentale visait le renforcement et le soutien aux peuples africains luttant contre l'occupation et l'apartheid".

"L'unanimité des chefs d'Etats africains sur l'impérative décolonisation du continent a permis à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de se démarquer parmi les autres organisations internationales et régionale de par sa mission consistant en la libération et la défense des droits des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance", soutient le ministre sahraoui.

Union européenne:

La confiance dans le passeport sanitaire n'exclut pas les contrôles

Après une première partie de leur sommet presque entièrement consacrée à la relation avec la Biélorussie, les 27 chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE ont pu reprendre mardi 25 mai leur ordre du jour prévu et évoquer les objectifs climatiques ainsi que la gestion de la pandémie. La discussion à 27 sur la pandémie lors de ce sommet a été grandement facilitée par l'accord survenu jeudi 20 mai avec le parlement européen pour la mise en place du « certificat européen Covid-19 ».

Pour les 27, l'objectif européen de relancer l'économie et le tourisme dès le mois de juillet est désormais en vue avec la perspective du « certificat européen Covid-19 » qui permettra de rouvrir enfin

les frontières internes de l'UE. Les 27 ont fixé sa mise en route pour la mi-juin. Ils veulent aussi une interface avec les pays non européens.

« Il est aussi important d'améliorer notre coordination aux frontières en suivant mieux les variants, l'intensité des pays tiers, en coordonnant les réouvertures, a souligné le président français Emmanuel Macron. Nous devons en effet veiller à ce que les mouvements qui vont progressivement reprendre vers des pays tiers, notamment à des fins touristiques, ne s'accompagnent pas de l'importation de nouvelles formes du virus, et nous nous accorderons sur une cartographie mondiale commune pour pouvoir ensemble suivre le développement de



variants partout dans le monde. » « Freinage d'urgence »

Les 27 ont d'ailleurs mis en place un système de « freinage d'urgence » pour rétablir des barrières si un pays hors UE voit sa situation sanitaire empirer. Un des aspects de l'accord sur le « certificat européen Covid-19 » reste encore

en suspens : la possibilité laissée ouverte aux États de rétablir des mesures restrictives comme des quarantaines. Ce doit être fait de manière limitée, mais plusieurs des pays membres de l'Union veulent conserver ces outils de contrôle sans déroger à l'accord trouvé avec les eurodéputés.

Irak:

Rassemblement à Bagdad pour dénoncer une vague d'assassinats de militants politiques

Des milliers de manifestants se sont réunis à Bagdad et dans les villes du sud de l'Irak pour dénoncer une vague d'assassinats de militants politiques dans le pays. En deux ans, 35 militants ont été tués, parmi 82 tentatives au total, selon la Commission des droits de l'homme en Irak, sans qu'aucun responsable n'ait été retrouvé. Les manifestants voulaient demander justice ce mardi, mais ont été rapidement pris dans un cycle de violences avec les forces de l'ordre.

En fin d'après-midi, l'ambiance est encore calme sur la place Tahrir. Les manifestants se rassemblent, avec dans leurs mains, des photos des derniers militants assassinés.

Hassan, comme beaucoup d'autres est en colère : « Ils nous tuent et nous, ne pouvons rien dire, exactement comme à l'époque de Saddam Hussein ! Ils nous volent notre argent et ils tuent les Irakiens. »

« Ils », ce sont les groupes armés proche de l'Iran, selon ces protestataires. Mais c'est aussi

le gouvernement, incapable selon eux de retrouver les responsables de ces assassinats politiques, qui se multiplient en Irak.

Les manifestants veulent demander justice ce mardi, mais très vite, des violences explosent. Des dizaines de forces de l'ordre arrivent en renfort, et chargent. Qasem, un protestataire, est un témoin de la scène : « Ce qu'il vient de se passer, c'est que les manifestants se sont approchés du pont là-bas. Il y a eu des affrontements, j'ai vu

des forces de l'ordre frapper les manifestants. »

L'escalade ne s'arrête pas là, les manifestants envoient des pierres et des cocktails Molotov. Ils attrapent un policier et le frappent à terre. Les forces de l'ordre utilisent des grenades assourdissantes pour les repousser, puis même des balles réelles.

Les revendications des manifestants n'auront pas été entendues ce mardi, étouffées dans un cycle de violences.

en :

Teddy Boulhendi sera présent à Sidi Moussa



Le site officiel de l'OGC Nice annonce la convocation du jeune gardien international U20, Teddy Boulhendi. Le troisième gardien de l'OGC Nice honorera sa première convocation avec les A lors de ce regroupement qui comprendra trois matches amicaux avec un stage qui débutera le 31 mai. Le jeune portier de 19ans sera donc le 3e niçois

en sélection algérienne après Atal et Boudaoui. Le coach Djamel Belmadi n'a pas voulu perdre de temps et préparer la relève dans les bois dès maintenant avec l'arrivée du jeune portier en plus de Medjadel de Médéa. Il faut dire que M'Bolhi, Doukha et Oukidja prennent de l'âge et un rajeunissement s'impose pour le poste de gardien de but.

en :

Ahmed Touba rappelé par Belmadi ?



Après de longues semaines de doute concernant son avenir international, le défenseur de Waalwijk Ahmed Touba a publié sur Instagram une photo de lui identifiée à Sidi Moussa.

Le défenseur formé au Club Bruges semble avoir été rappelé pour le nouveau regroupement de l'EN qui débutera cette semaine.

Ahmed Touba qui était dans les papiers

du sélectionneur de la Belgique, n'avait pas joué la moindre minute lors du dernier stage, ce qui a laissé planer le doute sur son avenir en vert.

Auteur d'une belle saison sur le plan personnel avec Waalwijk, Touba pourrait prétendre à une place de titulaire à l'EN suite à la mauvaise passe de Djamel Benlamri avec Lyon ces dernières semaines.

Berraf à la tête de l'ACnOA :

Continuer les efforts pour développer le sport en Afrique

L'Algérien Mustapha Berraf réélu, mardi au Caire (Egypte), à la tête de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) pour le mandat olympique 2021-2024, s'est engagé à poursuivre «les efforts pour le développement du sport en Afrique».

«Je suis très honoré par la confiance renouvelée par mes pairs africains à la tête de cette valeureuse institution et je m'engage à continuer les efforts pour le développement du sport en Afrique», a déclaré Berraf à l'APS.

Pour le premier responsable de l'ACNOA, sa réélection «est la victoire de l'Algérie toute entière. Je remercie les autorités de mon pays pour leur soutien, à leur tête le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune», a-t-il ajouté.

Lors des élections de l'ACNOA organisées, mardi au Caire en marge des travaux de la 19e session ordinaire de l'instance, Berraf a récolté 38 voix contre 15 pour son adversaire la Burundaise Ludia Nsekera, membre du Comité international olympique (CIO).

Pour rappel, Berraf (67 ans) avait été élu à la tête de l'ACNOA, en novembre 2018 à Tokyo (Japon) lors de l'assemblée générale extraordinaire et élective de l'instance, pour les deux années restantes du mandat olympique 2017-2020, après l'éviction de l'Ivoirien Lassana Palenfo.

Les élections de l'ACNOA ont été précédées, lundi, par les travaux de la 19e session ordinaire de l'assemblée générale de l'instance continentale, qui se sont déroulés en présence des représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale et des représentants du CIO. Le président du CIO, l'Allemand Thomas Bach est intervenu par visioconférence pour lancer les travaux.

L'ancien président du Comité olympique et sportif algérien (COA) a annoncé par ailleurs qu'il sera présent samedi à Alger, pour assister aux travaux de l'Assemblée générale ordinaire du COA présidé actuellement par Abderrahmane Hammad.



Antonio Conte devrait quitter l'Inter

L'entraîneur italien serait en désaccord avec sa direction à propos des économies réalisées au détriment de la construction d'un effectif compétitif.

On attendait beaucoup du sommet de fin de saison entre Antonio Conte et Steven Zhang, décisif pour finaliser les stratégies futures : un report après l'autre a fait germer le doute, jusqu'aux dernières rumeurs rapportées par 'La Gazzetta dello Sport'.

La rencontre entre l'entraîneur et le président de l'Inter, si elle a lieu, ne servira qu'à se serrer la main et à se dire au revoir : il semble que ce soit la fin de l'aventure pour Conte à Milan, lui qui ne semble pas avoir accepté de bon gré la réduction des effectifs proposée par la société pour contenir les coûts que la pandémie a rendus de moins en moins gérables, au point de rendre nécessaire le financement par le fonds Oaktree pour 275 millions d'euros.

L'entraîneur de Salento craindrait le possible affaiblissement qui pourrait affecter l'équipe lors du mercato et, en même temps, il serait fortement mécontent à l'idée de ne pas donner de la continuité à un projet bien commencé, qui dimanche a atteint son sommet avec la



célébration d'un Scudetto attendu depuis 11 ans.

Conte a rencontré les dirigeants qui lui ont montré le scénario d'austérité invoqué par le club : il y a la nécessité de réaliser 100 millions d'euros de bénéfices cet été sur le mercato, et l'objectif ne serait atteint que grâce à quelques sacrifices, qu'il s'agisse d'un grand joueur ou de quelques joueurs titulaires. L'autre objectif est de réduire le coût de la masse

salariale de 15 à 20 % : l'adieu de Kolarov (qui gagne 3 millions), par exemple, correspondrait au retour de Dimarco, qui a un salaire annuel d'un million.

Steven Zhang est désolé à l'idée de devoir se séparer de Conte, même s'il est conscient qu'affronter une autre saison avec ces coûts et sans revenus adéquats serait un bain de sang : les adieux officiels pourraient arriver dans les prochaines 48

heures et l'entraîneur recevra une somme pour le travail effectué au cours de ces deux saisons, qui ne devrait pas être inférieure à 6 millions, soit la moitié du salaire net de 12 millions perçu à Milan. Mais qui prendrait la place de Conte ? La Gazzetta évoque quatre noms : le premier est Allegri, également dans le viseur de la Juventus et probablement le seul qui atténuerait de manière décisive la douleur de

la séparation avec le Salento ; la deuxième est Sarri, même si dans ce cas il y aurait des doutes sur l'adaptabilité des Nerazzurri au style de football cher à l'ancien Naples.

Il y a aussi les suggestions de Mihajlovic et Simone Inzaghi : le Serbe est un ancien joueur puisqu'il a joué à Milan de 2004 à 2006, avant de commencer son aventure sur le banc en tant qu'assistant de Roberto Mancini ; le second pourrait quitter la Lazio à la fin de son contrat qui expire le 30 juin.

Avec le départ de Conte - Tottenham serait fasciné par l'idée de l'avoir sur le banc, comme le rapporte le 'Corriere della Sera' - certains joueurs très proches de lui pourraient aussi décider de faire leurs valises : la première pensée va à Hakimi qui, de son propre aveu, a révélé qu'il a choisi le projet de l'Inter parce qu'il a été convaincu par l'entraîneur. Le club devra présenter des arguments importants et rassurants afin d'éviter un exode qui aurait un effet catastrophique sur les ambitions de revenir au sommet également en Europe, après avoir atteint l'objectif sur le sol italien : apparemment, sans Conte aux commandes.

Le PSG compte profiter des malheurs de l'Inter Milan



Le club lombard est dans l'impasse. Embourbés dans une crise financière, les Nerazzurri devront vendre plusieurs de leurs stars l'été prochain. Une aubaine pour le PSG.

Les tifosi de l'Inter Milan ont à peine eu le temps de célébrer le sacre de leur équipe préférée qu'ils doivent déjà redescendre sur terre. Vainqueur du Scudetto onze ans après le sacre de la bande de José Mourinho, celle d'Antonio Conte avait redonné le sourire à ses fans. Mais depuis quelques semaines déjà, l'annonce du futur incertain du coach nerazzurro laissait planer l'hypothèse d'un été orageux en Lombardie. Cela s'est confirmé ce matin dans les colonnes de la Gazzetta dello Sport.

Après une dernière réunion avec le propriétaire du club, le technicien italien a décidé de jeter l'éponge. La raison est toute simple. Comme évoqué plus tôt dans la matinée, Conte avait de grosses ambitions, notamment européennes, après la conquête du titre. Or le plan de Suning est de réduire la masse salariale de 15 à 20% et de boucler le prochain mercato estival avec, dans le meilleur des cas, 100 M€ de bénéfice dans les caisses. En clair, l'Inter va vendre cet été.

L'Inter est obligée de vendre

Et pour certains clubs, c'est une aubaine. À commencer par le Paris Saint-Germain. La Gazzetta dello Sport affirme en effet que le vice-champion de France 2021 s'intéresse à un certain Achraf Hakimi. Arrivé à Milan en 2020 en provenance du Real Madrid, l'international marocain (34 sélections, 3 buts) avait été recruté pour 40 M€. Un investissement rentable puisque l'ex-Merengue a cartonné pour sa première saison de l'autre côté des Alpes (7 buts et 10 passes décisives en 37 matches de championnat).

Sur le papier, Hakimi a tout de la cible idéale pour le PSG. En quête d'un latéral droit en urgence, le club de la capitale ne compte plus sur Alessandro Florenzi (prêté avec option d'achat par l'AS Roma), veut se débarrasser de Thilo Kehrer et n'a pas été impressionné plus que ça par les prestations de Colin Dagba. Reste maintenant à savoir combien demandera l'Inter pour un joueur lié jusqu'en 2025.



Smartwatch:

Samsung rejoint Google dans le même écosystème de montre connectée

Surprise : Google a annoncé un partenariat avec Samsung lors de sa conférence Google I/O. Les deux entreprises avaient développé séparément leurs propres écosystèmes pour montres connectées avec d'un côté, WearOS chez Google, et de l'autre Tizen chez Samsung.

Un aveu d'échec

WearOS, le système d'exploitation de Google, n'était jamais parvenu à rallier tous les acteurs du secteur, contrairement à Android sur smartphones. Huawei, Samsung, Fitbit, Xiaomi ou encore OnePlus, avaient tous choisi de développer leurs propres écosystèmes. En 2020, WearOS avait pratiquement disparu du marché. Seul le groupe Fossil continuait à proposer des montres WearOS à sa clientèle. L'acquisition de Fitbit par le géant américain Google avait laissé présager l'arrivée de nouveaux modèles de montres connectées WearOS chez Fitbit, sans que cela ne se concrétise jamais. Avec moins de 7 % de parts de marché, Fitbit fait également partie des grands perdants sur ce segment.

Samsung, de son côté, avait abandonné très tôt WearOS



pour développer Tizen, son propre écosystème, qui lui offrait plus de flexibilité dans ses choix avec une interface radicalement différente et surtout un système d'exploitation moins énergivore. Ses montres connectées n'ont toutefois pas remporté un énorme succès puisque le constructeur coréen n'est jamais parvenu à franchir le cap des 10 % de parts de marché malgré ses efforts.

Le rapprochement inattendu entre Samsung et Google n'est donc pas tant une consolidation mais davantage un aveu d'échec pour les deux géants, qui subissent aujourd'hui plus que jamais la pression des concurrents chinois. Apple, a, inversement, consolidé sa position en passant de 34 % de parts de marché en 2019 à 40 % en 2020, selon les chiffres de Counterpoint.

Sauver le navire en unissant ses forces

Main dans la main, Google,

Samsung et Fitbit vont donc tenter de lancer une nouvelle offensive sur le marché des montres connectées avec un système d'exploitation plus moderne. WearOS avait fait l'objet de deux critiques, principalement : l'absence de personnalisation de l'interface, uniforme pour tous les constructeurs, et son autonomie désastreuse. La nouvelle version de l'OS permettra aux constructeurs de personnaliser davantage l'interface et aux développeurs d'applications de personnaliser les cadrans de WearOS en y intégrant des informations. Le compteur de pas de Fitbit pourra ainsi figurer sur le cadran choisi par l'utilisateur. Samsung pourra même garder sa navigation simplifiée avec l'usage de sa couronne, qui permettait de naviguer plus facilement dans les menus en faisant tourner la couronne autour du cadran de la montre pour faire défiler plus vite les informations.

Au niveau de l'interface,

Google adoptera également le nouveau style Material You d'Android 12.

Niveau autonomie, Google entend améliorer les performances de son OS pour garantir deux jours de batterie... Ce qui reste très léger face à la concurrence. WearOS reste un système d'exploitation très énergivore – là où d'autres montres qui proposent moins de fonctionnalités sont capables de tenir jusqu'à 15 jours d'affilée sans être rechargées. Pas sûr donc que cet argument rameute les foules.

Clap de fin pour Tizen

La nouvelle version de WearOS signe toutefois avant tout la mort de Tizen, le système d'exploitation maison de Samsung, qui représentait environ 10 % de parts de marché. La prochaine montre du constructeur devrait bel et bien tourner sous WearOS. Et mauvaise nouvelle pour les propriétaires d'anciennes montres Samsung : les précédents modèles ne bénéficieront pas d'un upgrade, ce qui signifie qu'il ne faudra plus s'attendre à des nouveautés logicielles. Selon Wired, Samsung se serait toutefois engagé à garantir trois ans d'updates pour son OS.

En Bref...

Après trois ans d'interruption, Twitter a relancé ce jeudi son service de certification des utilisateurs. Ceux ne possédant pas encore le fameux badge bleu pourront postuler auprès du réseau social, qui compte aujourd'hui quelque 360.000 profils vérifiés.

Pour être éligible, il faut relever d'une des six catégories suivantes : gouvernement, entreprises, presse, divertissement, sports (et jeux vidéo) et militants. D'autres catégories devraient être ajoutées pour les scientifiques et les leaders religieux. La plateforme a mobilisé des équipes pour faire face à la potentielle avalanche de demandes dans les jours et semaines à venir.

De nouveaux critères de sélection

Le badge « permet aux personnes sur Twitter de mieux connaître celles et ceux avec qui elles discutent, et de déterminer si elles sont dignes de confiance », a indiqué Twitter dans un communiqué. Le réseau social se veut plus transparent sur un processus de sélection considéré comme trop opaque et arbitraire.

En 2020, Twitter a demandé leur avis aux utilisateurs sur le sujet et reçu 33.000 contributions. Les trois nouveaux critères de sélection mis en avant sont la notoriété, l'authenticité (les personnes sont bien qui elles disent être), et le respect des règles et valeurs de la plateforme. La certification pourra être retirée si les comptes manquent à leurs devoirs.

L'USB-C monte en charge avec 240 watts !



Voici une révolution dans la révolution de l'USB. La dernière norme USB-C qui se déploie progressivement, aussi bien

sur les mobiles que sur les ordinateurs, qu'il s'agisse de PC ou de Mac, va faire disparaître les vilaines prises d'alimentations propriétaires des ordinateurs portables. Pour aller plus loin, le Forum des développeurs USB (USB-IF) vient d'annoncer que la norme passe en « révision 2.1 ». Une révision qui certifie qu'il est possible d'aller au-delà de deux fois la puissance en watt actuelle que peut accepter cette connectique.

Alors qu'elle plafonnait à 100 Watts, ce qui était déjà suffisant pour alimenter la plupart des ordinateurs

portables, elle culmine désormais à 240 Watts. Avec une telle puissance, il est donc désormais possible d'alimenter la grande majorité des ordinateurs de bureau et des portables pour gamers.

Des câbles de 5 A et 50 V minimum

Le fait de pouvoir utiliser l'USB-C au-delà de ses spécifications précédentes était déjà connu et des adaptateurs hors norme étaient même commercialisés pour y parvenir. Cela ne posait pas de problèmes particuliers puisqu'effectivement, il est possible depuis le départ

de pousser cette puissance à 240 Watts. La nouvelle spécification a été baptisée « Extended Power Range » (EPR). C'est justement ce label qui sera apposé sur les câbles et des chargeurs compatibles.

Pour faire partie de cette catégorie, un câble devra prendre en charge jusqu'à 5 A et 50 V. Alors, évidemment, pour les machines nécessitant plus de puissance, la norme ne suffira pas et il existera toujours des alimentations allant au-delà, avec leurs câbles propriétaires.



Le travail de nuit perturbe les cycles menstruels et augmente le risque d'endométriose

Les chercheurs ont constaté que les tissus de l'endomètre étaient différents selon les échantillons prélevés chez les patientes. C'est un nouveau risque lié au travail de nuit. Dimanche 23 mai 2021, une étude présentée au 23e Congrès européen d'endocrinologie a dévoilé que les femmes travaillant de nuit risquaient davantage de souffrir de cycles menstruels irréguliers et d'endométriose. La recherche a révélé une réduction de l'expression des gènes PER-2, CRY-1 et CLOCK ainsi qu'une augmentation de REV-ERBb dans

les tissus ectopiques c'est-à-dire ceux qui ne sont plus habituels.

En France, l'endométriose affecte 10% des femmes en âge de procréer, soit 1,5 à 2,5 millions de femmes. Dans cette maladie inflammatoire et chronique de l'appareil génital féminin, une muqueuse utérine se développe en dehors de l'utérus colonisant ainsi d'autres organes.

Des gènes altérés

Cette étude a porté sur 27 patientes atteintes d'endométriose ovarienne confirmée. Onze échantillons appariés ont été collectés à partir de kystes ovariens d'endomètre normal tandis



que huit autres tissus endométriaux ectopiques et huit eutopiques ont été prélevés sur 16 patients différents avec le même diagnostic. «La preuve clinique que les perturbations du rythme circadien peuvent être

associées à l'endométriose est maintenant confirmée au niveau tissulaire par l'expression altérée des gènes de l'horloge locale dans l'endomètre ectopique. Comprendre les causes et les effets de l'endométriose

améliorera notre capacité à détecter, gérer ou même prévenir. Ces résultats nous permettent de mieux comprendre les perturbations biologiques du rythme», a commenté la professeure Eva Kassi. Les résultats de cette étude démontrent une expression modifiée de CLOCK, CRY1, PER-2 et Rev-ERBb dans les tissus endométriaux normaux par rapport aux autres tissus endométriaux indiquant une perturbation du calendrier biologique. Le diagnostic d'endométriose est souvent tardif, généralement il est posé alors que les symptômes altèrent considérablement la vie des femmes.

ANXIÉTÉ :

Un complément alimentaire naturel aiderait à la soulager

Des chercheurs rapportent avoir observé les bénéfices insoupçonnés d'un complément alimentaire naturel, grâce à une étude chez la souris. Explications. La nature a sans aucun doute encore beaucoup de choses à nous apprendre et à nous offrir, si tant est qu'on s'y intéresse et qu'on la respecte. Une nouvelle étude en est la démonstration : des chercheurs rapportent avoir trouvé un complément alimentaire naturel, capable de réduire l'anxiété. Menée chez la souris, l'étude en question a été conduite par une équipe du Weizmann Institute of Science (Israël), et publiée le 18 mai 2021 dans la revue

Cell Reports Medicine. La substance dont il est question, le bêta-sitostérol, est un composé que l'on trouve notamment dans certaines graines, dans certaines noix, dans le germe de blé, les baies de Goji ou encore le son de riz. Dans des travaux antérieurs, l'équipe a mis en évidence une «signature génique» correspondant à un état anxieux chez la souris. Puis, pour cette nouvelle étude, l'équipe de recherche a utilisé une base de données génomiques internationale, afin de rechercher un composé, naturel ou synthétique, capable d'imiter cette signature génique et donc d'atténuer l'anxiété. Après avoir

identifié cinq substances potentiellement intéressantes, l'équipe s'est focalisée sur le bêta-sitostérol, principalement utilisé comme anticholestérol. Une série d'expériences en laboratoire ont permis de prouver que les souris ayant reçu ce bêta-sitostérol ont montré moins d'anxiété que les souris témoins, qui n'ont pas consommé cette molécule. Et par ailleurs, aucun effet secondaire n'a été observé, là où beaucoup de médicaments anti-anxiété peuvent altérer la locomotion ou les capacités exploratoires des souris. En outre, d'autres expériences ont mis en avant un effet synergique du bêta-sitostérol avec

un médicament anti-anxiété classique, le Prozac, dont la fluoxétine est la molécule active. Administrés conjointement à des doses faibles, tous deux ont réduit l'anxiété des souris, alors qu'il aurait fallu des doses plus élevées pour produire le même effet si les substances étaient administrées séparément. «Un essai

clinique est nécessaire pour tester l'utilisation du bêta-sitostérol pour réduire l'anxiété chez l'homme. D'ici là, nous recommandons aux gens de consulter leur médecin avant de prendre ce complément à cette fin», nuance toutefois le Mike Fainzilber, co-auteur de l'étude, dans un communiqué.





Cyril Lignac :

Sa recette de gâteau au yaourt parfait



Idéal au goûter ou pour un dessert express, le gâteau au yaourt est un incontournable de la pâtisserie. Notre chef préféré Cyril Lignac propose sa propre version de ce gâteau traditionnel, revisité avec des zestes de citron ! Le plus ? Sa recette est très simple à réaliser !

Comment faire la recette du gâteau au yaourt de Cyril Lignac ?

Un gâteau au yaourt, on en a tous déjà fait : avec ses ingrédients simples, le non-besoin d'utiliser une balance et surtout la possibilité de décliner la recette selon ses envies et le contenu de sa cuisine,

on adore le réaliser maison ! Dans cette recette, Cyril Lignac propose d'utiliser des zestes de citron pour donner une petite touche acidulée à ce gâteau d'enfance. Envie de tester ? Voici les ingrédients et le déroulé des étapes pour une préparation réussie.

La liste des ingrédients pour la recette du gâteau au yaourt de Cyril Lignac

- 1 pot de yaourt velouté
- 1 pot de yaourt de sucre semoule
- 3 pots de farine
- 3 œufs
- 1 sachet de sucre vanillé
- 1 sachet de levure chimique

1 pot d'huile d'arachide ou de tournesol

1 demi-citron

Etape 1 : Faites préchauffer le four à 180° (thermostat 6). Récupérez deux ou trois zestes sur l'écorce du citron jaune et hachez-les très finement.

Etape 2 : Mélangez le yaourt et les œufs dans un saladier. Utilisez le pot de yaourt comme repère et ajoutez le sucre semoule dans la préparation. Mélangez bien puis ajoutez la levure, la farine, le sucre vanillé et les zestes. Une fois la consistance assez lisse, incorporez l'huile et mélangez bien.

Etape 3 : Transvasez la pâte dans un moule que vous aurez préalablement beurré et fariné. Faites cuire entre 25 et 30 mn. Démoulez et laissez refroidir quelques minutes avant de le déguster.

Astuce : Vous pouvez remplacer le citron par tout autre agrume comme de l'orange ou du pamplemousse.

Comment revisiter un gâteau au yaourt ?

La gâteau au yaourt est en



effet une base de la pâtisserie qui se prête à bien des recettes. Vous pouvez, selon vos envies et vos goûts, le customiser en lui ajoutant ce qu'il vous passe par la main : de la vanille pour une recette enfantine, du chocolat en pépites pour les gourmands, des fruits (frais ou en sirop) en pensant bien à la saisonnalité... Le choix est infini !

Outre le contenu varié, il est aussi possible de le décorer très facilement : glaçage royal, recouvert de confiture ou de pâte à tartiner ou simplement avec un peu de sucre glace saupoudré sur le dessus.... C'est toujours un

régal !

Enfin, même sa forme se change au gré des envies. Si on le déguste principalement dans un plat type manqué, rien de nous empêche de diviser la pâte de base et d'en faire des mini-gâteaux façon muffins ! Vous pouvez ainsi préparer en une seule fois plusieurs versions du gâteau pour régaler toute la famille. En plus, ils se conserveront très bien et resteront ultra-moelleux pendant plusieurs jours si vous les placez dans une boîte hermétique, une fois totalement refroidis. Bonne dégustation !

À quelle heure faut-il dîner pour perdre du poids sans effort? Une étude répond

Que faut-il manger le soir pour perdre du poids, ou garder la ligne ? Faut-il sauter le repas du soir pour mincir ou simplement prendre un dîner léger, comme une soupe ? Le petit-déjeuner de roi, est-il la solution pour maigrir ? Pour perdre quelques kilos, chacun sa méthode, plus ou moins efficace... Mais une étude sur l'heure idéale du dîner va mettre tout le monde d'accord !

Publiée dans la revue médicale The American Journal of Clinical Nutrition, cette étude porte sur l'impact des décalages de l'horloge biologique sur la prise de masse grasse corporelle.



À quelle heure faut-il dîner pour perdre du poids ?

Les chercheurs américains auteurs de ces travaux, affirment que décaler l'heure de la dernière prise alimentaire de la journée (c'est-à-dire le dîner) peut avoir un impact direct sur la silhouette.

C'est en suivant de près 110 volontaires durant 30 jours, qu'Andrew W. McHill et son équipe, ont pu observer que l'heure du dîner avait un réel impact sur la prise de masse. Plus les individus mangeaient tôt et à distance de l'heure du coucher (moment où la mélatonine, l'hormone du sommeil, commence à être synthétisée), plus leur masse grasse était faible.

Au contraire, l'indice de masse corporelle (IMC) était davantage élevé chez les personnes qui avaient tendance à dîner plus tard (ne serait-ce qu'une heure après).

Si pour perdre du poids,

adopter une alimentation équilibrée et pratiquer une activité physique régulière est indispensable, adapter l'heure de la dernière prise alimentaire de la journée pourrait donc également être intéressant.

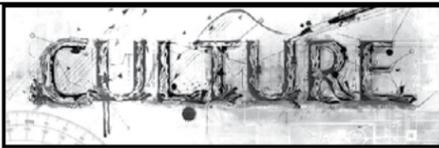
«La consommation d'aliments au cours de la soirée et/ou de la nuit circadienne, indépendamment des facteurs de risque plus traditionnels tels que la quantité ou le contenu de la prise alimentaire et le niveau d'activité, joue un rôle important dans la composition corporelle.», indiquent les auteurs de cette étude.

Horloge biologique :
adapter l'heure de son

dîner en fonction de l'heure du coucher

Les chercheurs expliquent tout de même que l'horloge biologique circadienne peut différer d'une personne à une autre. Si celle-ci est fortement influencée par la lumière, en cas de désynchronisation de son rythme biologique, il est nécessaire de reprendre des horaires de coucher et de réveil réguliers, pour se «recaler».

L'heure du dîner idéal dépendra donc du respect de ces phases de sommeil et d'éveil, et devra être définie en fonction de votre propre horloge biologique et de l'heure à laquelle vous vous couchez.



La Journée de l'Afrique sous le signe de l'art et de la culture

«**A**rts, culture et patrimoine: leviers pour construire l'Afrique que nous voulons» est le thème choisi, cette année, pour commémorer La Journée de l'Afrique qui correspond à la création l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 25 mai 1963 à Addis Abeba, en Ethiopie, ancêtre de l'Union africaine (UA). Cette journée est l'occasion pour chaque pays du continent d'organiser des événements ayant pour finalité de favoriser le rapprochement entre les peuples africains. Une tradition fortement enracinée et qui met en relief le combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique

L'Afrique est considérée à juste titre comme le berceau de l'humanité, à l'origine d'un grand nombre de peuples, de langues, de religions et de traditions, ce qui ne peut occulter les tristes records détenus par le continent. Le PIB par habitant est le plus bas du monde et l'évolution actuelle ne semble pas aller dans le bon sens malgré les extraordinaires ressources naturelles dont regorge l'Afrique.

L'endettement des pays reste très lourd faute d'un développement économique harmonieux. La pénurie d'eau potable demeure un sujet de préoccupation et ses conséquences sur la santé des populations sont importantes. Le SIDA, quant à lui, fait de réels ravages et le continent africain présente le plus fort taux de séropositivité au monde.

En raison de la pandémie de la Covid-19 et des restrictions sur la tenue d'événements de l'UA en présentiel, la célébration de la Journée de l'Afrique et le lancement continental de l'entrée en vigueur de la Charte pour la renaissance culturelle africaine se tiendront en visioconférence.

À l'occasion de cette journée, le Secrétaire général de

l'ONU a délivré un message dans lequel il réaffirme son «entière solidarité avec les populations et les gouvernements d'Afrique dans la lutte contre la Covid-19», tout en appelant au «respect des pratiques démocratiques» alors que plusieurs élections risquent d'être reportées en raison de la pandémie.

«En cette Journée de l'Afrique, l'accent est mis sur les arts, la culture et le patrimoine, comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons. Le patrimoine culturel et naturel riche et diversifié de l'Afrique est important pour le développement durable, la réduction de la pauvreté et le maintien et la consolidation de la paix.

Il peut servir de fondement solide pour progresser sur le plan économique de manière inclusive, alors que le continent s'efforce de s'attaquer aux problèmes que fait peser la pandémie de Covid-19», a-t-il dit.

Selon lui, la Covid-19 a «déclenché une récession mondiale et a dévoilé des vulnérabilités et des inégalités profondément ancrées. Elle a mis en péril des gains durement acquis en matière de développement en Afrique et ailleurs».

Elle a également «accentué les facteurs de conflit : elle a augmenté les inégalités et révélé la fragilité de la gouvernance dans de nombreux pays, notamment sur le plan de la prestation de services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'électricité, l'eau et l'assainissement.

L'impact de la pandémie a également été exacerbé par la crise climatique, qui touche les pays en développement de façon disproportionnée».

Pour enrayer la pandémie, accompagner la reprise économique et atteindre les objectifs de développement durable, «il nous faut garantir un accès équitable et universel aux vaccins contre la Covid-19. Il existe actuellement un profond déséquilibre dans

ARTS, CULTURE & HERITAGE:
Levers for Building the Africa we Want

#AfricanHeritage
www.au.int

la distribution des vaccins entre les pays. D'après les derniers chiffres, les pays d'Afrique n'ont reçu à ce jour que 2 % des vaccins».

«En cette Journée de l'Afrique, je renouvelle mon appel aux nations développées pour qu'elles soient solidaires de l'Afrique», a-t-il souligné.

Pour sa part, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a mis en avant, mardi, la culture et la pensée africaines comme patrimoine indispensable dans la recherche de «l'édification d'un consensus africain solide».

Redonner à la culture africaine la place qu'elle mérite

Dans une déclaration publiée sur le site de l'UA à l'occasion de la journée africaine, M. Faki, a expliqué que «l'Afrique a longtemps occulté le rôle de la culture dans la promotion et la formation des Nations». Le président de la Commission entend, au cours de son mandat, «corriger cette tendance» et compte s'intéresser, plus qu'il ne l'a fait par le passé, à la culture et à la pensée africaines.

«J'ai indiqué que je ferai

appel aux universitaires et aux sociologues de tous les espaces culturels pour apporter leur contribution à l'édification d'un consensus africain solide et réalisable», a-t-il fait savoir.

En effet, a écrit le président, «l'Union africaine a prescrit aux Etats africains de chercher dans leurs repères culturels et leurs valeurs ancestrales le soubassement de leur essor, tout en s'inscrivant dans l'évolution du monde. Longtemps anesthésié par les effets de la colonisation, l'Africain doit puiser au plus profond de son patrimoine culturel et artistique les clés de son épanouissement».

En effet, «c'est ce message que voudrait véhiculer l'UA à travers le thème de l'année 2021 consacré aux Arts, culture et patrimoine comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons», a expliqué le chef de la commission.

Il a noté que le thème de cette année a été symboliquement combiné avec la Journée de l'Afrique pour procéder au lancement de l'entrée en vigueur de la Charte de la Renaissance Culturelle africaine adoptée depuis 2006 à Khartoum au Soudan. L'un des objectifs de cette

Charte est de renforcer le rôle de la culture dans la promotion de la paix et de la bonne gouvernance. L'Union africaine est consciente du rôle que les arts, les expressions audiovisuelles et cinématographiques ainsi que d'autres industries créatives jouent dans le processus d'intégration africaine en tant que facteur de paix, de compréhension et de prévention des conflits ainsi que de croissance socio-économique.

L'Union africaine estime que l'unité de l'Afrique se fonde d'abord et avant tout sur son histoire. L'histoire de l'Afrique, qui fait partie de notre identité culturelle, est un impératif pour le développement du Continent, a ajouté M. Faki. Il a considéré l'histoire comme «un vecteur de formation de la personnalité africaine et d'affirmation des peuples africains dans le monde. L'Afrique ne peut s'imposer dans le multilatéralisme et les partenariats avec le reste du monde que par l'affirmation, sans complexe, ni ombrage de son être, de sa personnalité et de son identité sur une base de totale égalité avec les autres».



Le Crespiaf, 1er centre de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique

L'Algérie dispose depuis deux ans du premier Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), un centre régional, le seul en Afrique, placé sous l'égide de l'Unesco et composé d'experts et de représentants d'instances spécialisées et présidé par le ministre de la Culture.

Créé suite à l'accord de 2014 entre l'Unesco et l'Etat algérien, le centre est installé à la villa Dar Abdeltif sur les hauteurs d'Alger, il est géré administrativement par l'Algérie et doté d'un budget alloué par l'Etat algérien, il est le septième centre du genre après ceux installés en Chine, au Japon, en Corée du Sud, en Iran au Pérou et en Bulgarie.

Le Crespiaf centre de catégorie 2 de l'Unesco, a pour mission de servir les objectifs stratégiques de l'Unesco en faveur de l'Afrique par

l'appui aux compétences du continent en matière d'identification, d'inventaire, de recherche scientifique, de documentation et de sauvegarde du patrimoine immatériel.

Ce premier centre africain vise également à stimuler la coopération et les échanges d'expertise, à faciliter les échanges entre les musées et centres d'archives du continent, ou encore à créer une base de données commune et une meilleure connaissance du patrimoine immatériel en Afrique.

Le centre avait tenu en mars 2019 la première réunion de son conseil d'administration présidé par le ministre algérien de la Culture et composé du Secrétaire à la convention de 2003 de l'Unesco Timothy Curtis, du directeur du patrimoine du ministère tunisien de la culture Imad Bensoula, du représentant de la directrice générale de l'Unesco Karim

Hendili, du Secrétaire général du ministère malien de la culture Guindo Andogulu, du Directeur général de l'autorité de recherche et de sauvegarde du patrimoine éthiopien Yonas Desta, du représentant du ministère namibien de la culture Boyson Ngondo, et du représentant du ministère camerounais de la culture Christophe Mbida.

Le Crespiaf avait également organisé à Alger sa première grande exposition intitulée «Héritages culturels immatériels en Afrique» pour présenter un élément emblématique du patrimoine de chacun des 27 pays africains détenant des classements à la liste représentative du patrimoine immatériel.

Cette exposition a mis en avant tous les éléments du patrimoine immatériel algérien classés à l'Unesco jusqu'en 2019: l'Ahellil du Gourara (inscrit en 2008), le costume nuptial de Tlemcen (inscrit en 2012), l'Imzad



(dossier international classé en 2013 au nom de l'Algérie, du Mali et du Niger), le pèlerinage du Rakb de Sidi Cheikh (inscrit en 2013), la fête de la Sebeïba de Djanet (inscrit en 2014), le Sbuâ de Timimoune (inscrit en 2015), en plus du dossier maghrébin de classement du couscous au nom de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Lybie et de la Mauritanie qui sera classé en 2020.

Entre autres éléments patrimoniaux présentés les espaces culturels du «Yaaral et du Degal» au Mali et

celui du «Sosso-Bala» en Guinée, les danses «Mbende» du Zimbabwe, «Isukuti» du Kenya, les danses des communautés gourou de Côte d'Ivoire, ou encore la «Danse du tambour royal» du Burundi.

Plusieurs autres pratiques liées à la musique et à la fabrique d'instruments dont la Balafon inscrit au nom du Burkina Faso, les chants polyphoniques des Pygmées Aka de Centre Afrique, ou encore la musique de trompes Bigwala d'Ouganda.

Paris

Exposition sur l'histoire des «jeans» à la Cité des sciences

Passe-partout, inter-générationnel, indémodable, confortable et si attachant car il vieillit avec nous: le jean est présenté sous toutes ses coutures à la cité des sciences à Paris.

L'exposition qui a ouvert ses portes après six mois de confinement tire les fils de cette épopée textile. Ici, on raconte mode, 'histoire, industrie, consommation et écologie, le tout dans un décor évoquant un atelier de couture. Né en Californie chez les chercheurs d'or à la fin du XIXe, le jean s'est répandu en moins d'un siècle à travers le monde pour devenir l'incontournable universel des gardes-robis. Il s'en vend aujourd'hui 73 par seconde.

«On a eu une date pour la naissance du jean, c'est 1872 avec Levi Strauss et Jacob Davis: ils ont vraiment inventé

un vêtement travail, c'est-à-dire quelque chose de très robuste parce que c'était pour les chercheurs d'or. Et que voulaient les chercheurs d'or? C'est un pantalon où quand on met les outils dans le jean, ça ne déchire pas le jean, ça tient bien. Donc la pièce de départ c'est vraiment ce vêtement travail, ce qu'on appelait même le overall, c'est-à-dire quelque chose qu'on mettait même par-dessus ses vêtements» _explique Sophie Lecuyer, commissaire de l'exposition. D'où vient le tissu, les historiens ne sont pas tous d'accord; cependant une chose est sûre, c'est l'essor de la culture du coton dans le sud des Etats-Unis au XIXe, s'appuyant sur l'esclavage, qui a permis le développement rapide de l'étoffe.

«Le jean, au départ, c'est du coton, c'est un tissage qui est le sergé, c'est une couleur qui est



souvent le bleu, mais on peut en avoir du noir ou d'autres couleurs, mais c'est surtout en fait ce pantalon avec ses caractéristiques: les 5 poches, les surpiques, les rivets. Le jean c'est tout ça, ce n'est pas uniquement la matière, c'est vraiment tout ces éléments qui créent un jean, c'est les poches arrières avec le dessin, c'est le patch» _analyse Sophie Lecuyer.

Du vêtement de travail, le jean

est peu à peu devenu vêtement de loisir et de jeunesse dont quasiment toutes les cultures se sont emparées. Mais il est aujourd'hui victime de son succès. Ce vêtement est désormais un symbole de la surconsommation ou «fast-fashion», le versant textile du «fast-food. L'exposition raconte comment dans les années 1960, les stylistes français Marithé et François Girbaud ont mis au point un

procédé pour vieillir la toile. Cette méthode de délavage s'est avérée être «une catastrophe écologique au vu des énormes quantités d'eau nécessaires».

Le jean tout d'abord c'est du coton et la production conventionnelle de coton, c'est surconsommation d'eau, de pesticides, donc pas bon pour l'environnement. Ensuite c'est beaucoup maintenant de la fabrication dans des endroits comme l'Asie, comme le Bangladesh, où on a des conditions de travail qui ne sont pas toujours respectées» selon la commissaire.

Un autre jean est possible, a condition qu'industriels et consommateurs soient responsables, réduire le nombre de jeans dans sa penderie, recycler correctement les usagés, autant de conseils à méditer. L'exposition est ouverte jusqu'en janvier 2022.

The Weeknd repart triomphant des Billboard Music Awards

Carton plein pour The Weeknd aux Billboard Music Awards. Le Canadien est reparti de la cérémonie de dimanche avec pas moins de 10 trophées, parmi lesquels celui de Meilleur Artiste. Le chanteur était opposé à d'autres mastodontes de l'industrie, tels que Drake, Taylor Swift, Juice WRLD, et le défunt Pop Smoke.

Il s'est également imposé dans les catégories Meilleur Artiste Masculin, Meilleure Artiste du Top 100, Meilleur Artiste Radio, Meilleur Artiste de R & B, Meilleur Chanteur de R & B, Meilleur Album de R & B, Meilleure Chanson du Top 100, Meilleure Chanson Radio et Meilleure Chanson de R & B.

« Je suis l'homme que je suis aujourd'hui grâce à vous, alors merci. Et merci à mes fans, évidemment. Je ne prends rien pour acquis », a-t-il déclaré dans son discours, annonçant également à ses admirateurs qu'il allait aborder un nouveau « cycle » artistique.

« Je voudrais remercier Dieu, de ne plus avoir besoin de porter le costume rouge », a-t-il ajouté, en référence à la tenue



qu'il portait dans les clips et lors des événements promotionnels pour son album After Hours.

Parmi les autres lauréats, Drake a remporté le prix de l'Artiste de la Décennie. Le rappeur est venu récupérer son trophée avec son fils Adonis. « Je suis très conscient de ma musique, et même si je fais du bon travail, je me demande toujours comment j'aurais pu faire mieux. Je ne célèbre jamais rien. Et pour tous ceux qui regardent ce soir et qui se demandent comment c'est arrivé, la réponse est simple : il s'agit d'être tellement incertain de la façon dont on y

arrive que l'on continue, juste pour trouver la bonne formule », a-t-il déclaré, plein d'humilité.

Le prix du Meilleur Groupe a été quant à lui attribué aux superstars coréennes BTS, qui ont également remporté le prix des Ventes de Chansons et celui de Stars des réseaux sociaux. Taylor Swift a remporté le Prix de Meilleure Artiste Féminine et Lady Gaga celui de Meilleure Artiste de Dance/Electro. Pop Smoke, le rappeur tué l'année dernière à son domicile, a de son côté été honoré avec un prix posthume du Meilleur Nouvel Artiste.

Timothée Chalamet sera Willy Wonka



Le prochain Willy Wonka sera Timothée Chalamet. Le golden-boy d'Hollywood a été choisi par Warner Bros. pour incarner le personnage créé par Roald Dahl dans un nouveau film basé sur Charlie et la Chocolaterie. Le film, intitulé Wonka, racontera les jeunes années du chocolatier, bien avant qu'il ne crée sa fameuse usine. D'après Deadline, il s'agira d'une comédie musicale, ce qui marquera donc la première occasion pour Timothée Chalamet de montrer ses talents de chanteur et de danseur.

Alors qu'il était en compétition avec Tom Holland, Timothée Chalamet a toujours été le favori du studio pour reprendre le rôle du personnage culte, déjà incarné par Gene Wilder, puis par Johnny Depp.

Wonka sera réalisé par Paul King, qui s'est illustré dernièrement avec Paddington

et Paddington 2, deux adaptations très réussies d'un autre livre pour enfants. Il s'agira donc du troisième film produit par Warner Bros. basé sur Charlie et la Chocolaterie, le chef-d'œuvre de Roald Dahl sorti en 1964.

Après une grosse année, où il joue dans le Dune de Denis Villeneuve (dont la sortie est prévue pour le 1er octobre et se fera en parallèle au cinéma et sur HBO Max), ainsi que des rôles dans les très attendus The French Dispatch de Wes Anderson et Don't Look Up d'Adam McKay, face à Leonardo DiCaprio et Jennifer Lawrence, Timothée Chalamet continue sur sa lancée et s'impose comme un acteur de premier plan. Il sera également à l'affiche de Bones & All, le prochain film de Luca Guadagnino, avec qui il avait tourné Call Me By Your Name.

John Cena s'excuse auprès de la Chine après avoir qualifié Taïwan de « pays »



La boulette. L'acteur américain et ancien catcheur John Cena, nouveau méchant de Fast and Furious 9, a publié mardi une vidéo sur les réseaux sociaux chinois pour s'excuser d'avoir qualifié Taïwan de « pays » à la grande colère des internautes chinois.

La Chine revendique l'île de Taïwan, qu'elle considère comme une de ses provinces

et menace de recourir à la force en cas de proclamation officielle d'indépendance sur l'île.

« Je respecte la Chine et le peuple chinois »

A l'occasion de la promotion du dernier épisode de la saga vroom vroom, John Cena a qualifié Taïwan de « pays », lors d'une rencontre avec des fans qui s'est tenue sur l'île au début du mois. « J'ai donné

beaucoup, beaucoup d'interviews pour Fast and Furious 9 et j'ai fait une erreur durant une interview, plaide en mandarin John Cena, dans une vidéo diffusée mardi sur le réseau social chinois Weibo. Je dois dire, et c'est très, très important, que j'aime et respecte la Chine et le peuple chinois. Je suis vraiment, vraiment désolé pour mon erreur. Je m'excuse. » La séquence a déjà été visionnée plus de deux millions de fois.

Fast and Furious 9 a fait une entrée fracassante au box-office chinois, le plus important au monde, avec 148 millions de dollars récoltés le week-end dernier. Le sujet de Taïwan est sensible aux yeux de Pékin, qui n'hésite pas à utiliser son vaste marché intérieur comme moyen de pression face aux grandes marques internationales.

Liam Gallagher répond à Noel sur la reformation d'Oasis



Noel Gallagher a annoncé accepter de reformer Oasis mais seulement si on lui offre 100 millions de livres sterling. Une somme « ridicule », comme il l'admet lui-même, mais que son frère prend au sérieux. Et comme le jeu des enchères continue entre les deux frangins, Liam Gallagher, a répondu à ses com-

mentaires, dévoilant sur Instagram qu'il le ferait... pour rien !

Si on ne devrait pas les revoir sur scène avant longtemps, Liam et Noel Gallagher préparent malgré tout un documentaire pour célébrer leur concert de Knebworth, en 1996, et ont même monté une société de production de films ensemble pour cela.

40^{ème} jour Pensée à mon fils BOUKEF Mohamed Réda

Réda mon fils adoré, moi qui croyait que tu allais guérir de ce mal, mais en vain.

Rien n'est plus comme avant, perdre un fils comme toi, c'est perdre une partie de soi-même Réda ma prunelle de mes yeux, tu es parti sans prévenir,

Trop tôt, tu t'es envolé, si loin, où tes enfants Adil et Raïd et moi-même, à mon âge avancé où nous avons le plus besoin de toi, à nos côtés, mais hélas la maladie t'a emporté.

Mon fils Réda sache que tu étais le toit qui abritait toute la famille depuis le décès de ton père, tu nous as quitté un 18 avril (C'était le 6ème jour du mois sacré de Ramadhan), en silence comme tu as vécu,

Réda, tu es toujours auprès de moi, laaziz, tu as laissé tant de traces, alors qu'il me semble parfois que tu es invisible mais pas absent,

Je ressens ta présence, je ferme les yeux et je revois ton visage angélique de partout, J'entends ta voix résonner et mille et un souvenirs surgissent, rien ni personne ne pourra me consoler (Sauf la volonté d'Allah le tout puissant), tellement ta perte a été cruelle et le vide incommensurable que tu as laissé derrière toi,

Tu as été un homme serviable, généreux et d'une grande bonté envers tout le monde, Tu es mort un sixième jour du mois sacré de Ramadhan, jours de la charité, du pardon et de la piété,

Prions Allah le tout puissant afin qu'il t'accueille dans son vaste paradis.

Toute la famille du défunt remercie tous ses collègues et amis pour leur soutien.

Réda, au revoir ...tu es toujours auprès de moi. Je viens te rendre visite tous les jours au cimetière et je parle avec toi comme si tu étais encore vivant.



FELLA TA MAMAN QUI NE T'OUBLIERA JAMAIS